

**QUEL MODÈLE DE CROISSANCE
POUR LA FRANCE ?**

**LA LEÇON DES EXPERIENCES
ETRANGERES**

Actes du colloque

PALAIS DU LUXEMBOURG

30 JUIN 2006

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

M. Pierre-Yves Collombat, Sénateur du Var

M. Alain Parguez, Professeur, Université de Franche-Comté

PREMIERE SESSION : LE MODELE AMERICAIN

M. James Galbraith, Professeur, University of Texas

M. Thomas Ferguson, Professeur, University of Massachusetts-Harbour campus

M. Olivier Giovannoni, Docteur, Université de Nice, University of Texas

Questions

DEUXIEME SESSION : LE CHOIX VOLONTAIRE DES CONTRAINTES

M. Mario Seccareccia, Professeur, Université d'Ottawa

M. Henri Sader, Professeur, Canadian labor College

Questions

TROISIEME SESSION : L'AMERIQUE LATINE ET LE JAPON

M. Luiz Carlos Bresser Pereira, Professeur, Fondation Gutelio Vargas

M. Julio Lopez, Professeur, Université de Mexico

M. Marc Humbert, professeur, Université de Rennes I

TABLE RONDE : LES CONDITIONS DU RETABLISSEMENT DE LA CROISSANCE

M. Jacques Fontanel, Professeur, Université de Grenoble II

M. Bertrand de Largentaye, Docteur, Notre Europe

M. Jean-Gabriel Bliet., Docteur, Université d'Aix-Marseille

M. Alain Parguez, Professeur, Université de Franche-Comté

Questions et débat

Annexe : Quelle voie pour la France ? Robert EISNER

AVANT PROPOS

Les textes suivants sont le compte rendu qui se voudrait le plus exact et le plus clair possible des interventions et des échanges qui ont eu lieu le 30 juin 2006, au Sénat, salle François MITTERRAND, lors du colloque : « Quel modèle de croissance pour la France ? La leçon des expériences étrangères »

Il s'agissait pour les organisateurs d'analyser la situation française et européenne à la lumière des expériences étrangères afin de définir les axes d'une politique économique de plein emploi réaliste. Un objectif à la fois théorique et pratique hors d'atteinte en l'absence d'une circulation vivante des idées entre économistes, acteurs politiques, opinion publique.

Au terme de cette journée, plusieurs conclusions très générales se sont imposées :

- Pour tirer des enseignements des expériences étrangères, il faut les connaître or la réalité des modèles étrangers proposés à notre admiration ou à notre réprobation, n'a que des rapports incertains avec les images véhiculées par le conformisme ambiant.
 - L'exception française, c'est d'abord l'union sacrée ancienne de ses « élites », intellectuelles, médiatiques, politiques, économiques et financières pour empêcher la France de déployer toutes les potentialités de son appareil productif et donc réaliser le plein emploi. Ce que font la plupart de nos partenaires sans se poser de question, nous nous l'interdisons.
 - Le mode de construction de l'Europe choisi a été l'outil essentiel de cette politique aux effets sociaux calamiteux.
 - Cette situation étant le produit de choix politiques et non celui de la raison ou de la nécessité, d'autres choix politiques permettront de la changer radicalement.
- Beau programme pour la Gauche et tous ceux qui pensent que les hommes font collectivement leur destin !

On trouvera aussi, en annexe, la traduction, avec des passages résumés, d'un article où l'économiste américain, Robert EISNER, analyse la situation française au printemps 83, moment du changement radical de la politique économique menée depuis l'arrivée de la Gauche au pouvoir.

Cet article fournit des éléments de réponse supplémentaires à l'interrogation d'un des participants au colloque, passée en maxime des manuels d'économie : le tournant de « la rigueur » que s'est imposé le premier gouvernement socialiste ne montre-t-il pas de manière définitive qu'aucune politique différant substantiellement de celle de Raymond BARRE n'est possible en France ?

Avoir l'avis d'un membre éminent de la communauté des économistes américains, par ailleurs associé aux travaux du neuvième plan français nous a paru du plus grand intérêt.

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

Pierre-Yves Collombat

Sénateur du Var

Je remercierai d'abord ceux à qui je dois le plaisir de vous accueillir au Sénat pour ce colloque, je l'avoue par son thème et ses participants, un peu « décalé », par rapport à ce qui s'y fait ordinairement, les docteurs et les professeurs : James Kenneth Galbraith (University of Texas, Austin USA), Thomas Ferguson (University of Massachusetts-Harbour Boston), Alain Parguez (Université de Besançon), Albert Marouani, Président de l'Université de Nice, importante cheville ouvrière de cette rencontre et l'ensemble du comité d'organisation : Julio Lopez (Université Nationale du Mexique), Luiz Carlos Bresser Peirera (Fondation Gutelio Vargas, ancien ministre des finances), Augusto Graziani (Université La Sapienza de Rome), Mario Seccareccia (Université d'Ottawa Canada), Henri Sader (Canadian Labor College Canada), Edwin Le Héron, Président de l'Association des Economistes Post Keynésiens (Bordeaux) et, le dernier mais non le moindre, mon ami Jean-Gabriel Bliet (Université d'Aix-Marseille) auquel, avec la complicité d'Alain Parguez nous devons l'idée de ce colloque. Mes remerciements tout particuliers vont à Jean-Pierre Bel, président du Groupe socialiste du Sénat, groupe auquel j'appartiens, pour avoir accepté, sans une hésitation, de nous accueillir dans cette toute nouvelle salle François Mitterrand (elle ressemble un peu à un temple, ce qui devrait favoriser la réflexion) et de soutenir notre organisation.

En bon sénateur - maire, il est retenu aujourd'hui dans son Ariège natale et c'est Bernard Rullier, secrétaire général du Groupe et membre du Bureau National du PS qui le représente.

Le thème du colloque est suffisamment explicite pour me dispenser d'un long développement. Un mot sur le choix du thème, qui renvoie à deux constats. Le premier, c'est ce que montre de façon fort irrévérencieuse Alain Parguez et Jean-

Gabriel Bliet dans leur dernier ouvrage *Le plein emploi ou le chaos* : en France, règne un étrange consensus pour faire du plein emploi un produit de la rigueur et de la lutte contre l'inflation au lieu que ce ne soit l'inverse, que la solidité financière soit un produit de la pleine activité.

Deuxième constat. A chaque fois qu'un pays étranger présente un paramètre paraissant vérifier cette doxa, on le cite volontiers en France et on y envoie des délégations pour chercher des remèdes aux problèmes français. Les dernières destinations à la mode, après les Etats-Unis et l'Angleterre sont maintenant le Danemark et le Canada qui fascinent parce qu'on y a réduit la dette publique et la fonction publique. Comme dit, enthousiaste, de retour du Canada, le président de la Commission des Finances du Sénat, Jean Arthuis, « il faudrait licencier des fonctionnaires ! » Sous-entendu, les canadiens l'ont fait, c'est extraordinaire, nous n'oserons pas.

Personne ne semble s'apercevoir qu'une économie est un tout, qui fait système et qu'on ne peut considérer l'un des éléments sans les autres. Tout le monde sait ce que valent les cartes postales, elles nourrissent plus l'affectivité que l'intelligence.

L'objet de notre rencontre est de dépasser ces clichés pour approfondir notre vision des modèles de croissance des pays étrangers, afin, nous l'espérons, et c'est en tous cas le thème de la dernière table ronde, de dégager quelques principes qui pourraient être applicables au cas français. Donc non pas aller chercher ailleurs des justifications de politiques déjà décidées mais des outils de compréhension applicables à notre situation.

Il y a beaucoup d'économistes dans cette salle mais je ne résiste pas à la tentation de rappeler ce mot de Keynes : « si les économistes pouvaient parvenir à se faire considérer comme des gens humbles et compétents sur le même pied que les dentistes, ce serait merveilleux ». Pour ce qui me concerne, je suis déjà émerveillé de voir rassemblés autant d'économistes de cette qualité dans cette salle : je voudrais donc, pour conclure, les remercier chaleureusement d'avoir fait ce déplacement à Paris.

Je commencerai en disant que cette conférence organisée par le Sénat et le groupe socialiste du Sénat est le point d'achèvement d'une série d'évènements qui m'ont redonné quelques espoirs dans l'avenir. Il y a eu avant-hier une conférence internationale organisée à l'université de Nice par le président Marouani qui portait sur le thème : existe-t-il des contraintes pour l'Europe ? Est ce que la mondialisation implique que l'on soit condamné au sous emploi. Les débats ont été extrêmement intéressants et la réponse a été bien entendu non. Cette conférence de Nice suivait un évènement qui m'a fait énormément plaisir, la thèse de mon ami Olivier Giovannoni portant sur les rapports entre répartition, croissance et politique économique qui prouve qu'il y a une génération d'économistes qui arrive, qui nous succèdera et nous apportera énormément.

L'enjeu de cette conférence est un problème extrêmement dramatique, problème que Jean-Gabriel Bliet et moi-même avons abordé dans le livre *Le plein emploi ou le chaos* que le Sénateur Collombat a rappelé.

On n'arrête pas de dire ici et là que la France serait en faillite parce que sa dette publique serait absolument gigantesque. Il est évident que cela ne veut absolument rien dire. Ceux qui disent cela sont ou bien des incompetents ou des ignorants ou bien servent des intérêts mal compris.

Il y a en revanche une véritable faillite de la France qui elle-même s'inscrit dans une faillite absolument totale de la zone euro. Cette faillite, c'est le chômage, chômage que l'on doit interpréter de manière plus large que celui recensé par l'ANPE qui ne veut absolument plus rien dire, c'est le gaspillage absolument gigantesque de la force de travail en France. Au total, il apparaît d'après nos estimations les plus modestes qu'entre 34 et 38 % de la population active souhaitant travailler est en fait totalement évincée d'un emploi normal et ainsi condamnée à la pauvreté.

En d'autres termes une société comme la France fait apparaître des phénomènes absolument remarquables.

Premièrement, historiquement c'est à ma connaissance le seul pays où à long terme on constate cette tendance à l'appauvrissement, à une véritable destruction de la richesse fondamentale : le capital humain. On peut admettre qu'au début des années soixante on est approximativement, en mesure effective, à peu près au plein-emploi. Aujourd'hui 34 à 38 % de sous-emploi et ceci est absolument extraordinaire.

Deuxièmement, gaspillage de la force de travail, appauvrissement de la population, inégalités croissantes. On nous dit ici et là qu'il faut défendre le modèle français, si c'est cela le modèle français je dis à bas le modèle français ! Si le modèle français, c'est faire accepter à la population son appauvrissement, lui donner des emplois de misère, mettre les gens à la retraite par anticipation, les faire vivre de subsistance, de stages et de salaire minimum ou de je ne sais quoi, ce modèle vaut-il vraiment la peine ?

Troisième point tout à fait étonnant. Ce système va en s'aggravant de plus en plus. Pour certains notamment pour ce que l'on appelle l'alter gauche, l'alter mondialisme, il y aurait une contradiction entre la réduction des inégalités et la recherche du plein emploi. C'est faux : nous avons les deux phénomènes en même temps, croissance des inégalités et du chômage.

Le résultat de tout cela est que la population est totalement désespérée. Lorsque l'on demande aujourd'hui aux jeunes « quel avenir anticipez-vous ? » La réponse est : aucun ! On a parlé de la « fuite des cerveaux » mais dans tous les domaines la destruction est telle que les meilleurs éléments sont obligés de partir à l'étranger, notamment aux Etats-Unis pour que leurs compétences soient employées.

Le problème est de savoir pourquoi on en est là et que faire. Ce que nous avons voulu montrer dans notre livre *Le plein emploi ou le chaos*, et c'est ma conviction profonde, c'est que cette situation n'est pas le résultat d'une obligation, d'une fatalité, (je ne crois pas aux événements obligatoires). C'est le résultat d'un choix, d'un choix

délibéré de politique économique et sociale, choix qui s'enracine dans l'histoire française et choix justement qui n'a pas cessé de s'amplifier. Ce choix reflète l'obsession de ce que l'on peut appeler la classe dirigeante française, classe qui n'est pas celle d'une économie capitaliste.

Il y a eu récemment, paraît-il, un sondage disant que les français ne veulent pas du capitalisme, mais le capitalisme n'existe pas en France ! Nous sommes une société « féodalo-capitaliste », ou si l'on veut « soviéto-capitaliste », qui n'a absolument rien à voir avec une économie dynamique.

Ce choix, c'est celui de l'appauvrissement délibéré, de la réduction des salaires pour permettre des surplus à l'exportation. Pour justifier cette politique et l'imposer, on n'a pas cessé de s'inventer des contraintes. La dette publique est trop élevée ! Il faut la rembourser ! Quel était le principal argument utilisé contre Napoléon III par les Républicains ? « Napoléon III ruine la France à cause de la dette ! » Quel était le principal argument de l'Action Française avant et après 1914 contre la République : « à cause de sa dette elle a mis la France en faillite ! » etc. etc....

Le budget est en déficit, il faut réaliser un excédent donc on ne peut absolument rien faire à cause de la mondialisation. La concurrence pourtant a toujours existé et comment se fait-il que les Etats-Unis, qui sont une économie ouverte, aient des performances remarquablement meilleures. Est ce que la part des échanges extérieurs dans l'économie française est aujourd'hui plus élevée qu'elle ne l'était autrefois, la réponse est non !

Ces contraintes que nous nous imposons ont été enracinées dans un système qui est le système européen. Je ne suis pas, et nous pourrions revenir sur ce point, bien entendu contre l'Europe, je suis contre la prise en otage de l'Europe par une *idéologie fanatique ultra réactionnaire* qui déconsidère complètement l'union de l'Europe. De quand date le projet d'Europe tel qu'il existe actuellement ? De quand date le pacte de stabilité ? De quand date le rôle de la banque centrale indépendante ? Ils datent des années vingt et des années trente comme ceci est remarquablement montré dans le livre d'une très grande historienne Annie Lacroix-Riz. Dans son livre récent, *le choix de la défaite*, elle montre que dans les années Vingt et dans les années Trente

l'obsession de la classe dirigeante française, Banque de France et Comité des Forges est : l'abolition de la République, l'instauration d'un régime fasciste et le financement du régime nazi. La même Banque de France qui refusait des avances au gouvernement du Front Populaire au nom de « l'équilibre et de la dette » n'arrêtait pas de consentir des crédits à l'Allemagne, à la *Reich Bank*. Ce sont donc des projets remontant très loin. Et quelle était l'essence de ces projets ? Suspendre la démocratie, suspendre, couper tout lien entre la politique économique et sociale et le système politique. C'est cela qui est extrêmement grave. Il est absolument terrifiant d'entendre les médias dire « les français sont bêtes » etc.... donc il faut leur imposer les prétendues « lois du marché ».

L'enjeu de nos débats est d'essayer de convaincre l'opinion que l'économie politique, la science économique n'est pour rien dans le type de politique qui est aujourd'hui imposée, que ce type de politique ne repose absolument sur rien. Lorsqu'elle repose sur des chiffres, ou ces chiffres sont truqués ou faux ou interprétés.

Trop de nos collègues, au moins en France, ne s'intéressent absolument plus à l'économie comme discipline rigoureuse, se désintéressent des faits ou bien servent les intérêts de groupes financiers qui ont avantage à cette politique, ou bien se réfugient dans une économie pure, pseudo scientifique, ce qui revient exactement au même. On doit agir et on peut agir.

Comme l'a dit le Sénateur Collombat aujourd'hui on en est à l'ère des missionnaires ; on envoie des missionnaires aux Etats-Unis, et l'on dit vouloir imposer le modèle américain présenté comme le modèle sauvage, le modèle à la John Wayne. Tout détruire serait parfait mais justement ce n'est pas vrai ! On impose aux Français l'idée d'un modèle américain qui n'existe pas. C'est absolument extraordinaire. Idem pour le modèle canadien. On peut parfaitement agir et il est absolument urgent d'agir sinon très franchement je crois que nous courons à la catastrophe, au chaos justement qui était la conclusion de notre livre.

Première session
LE MODELE AMERICAIN

Mario Seccareccia

Professeur à l'Université d'Ottawa, Canada

Je suis très honoré de pouvoir participer à cette rencontre. Je remercie Monsieur le Sénateur et les organisateurs, avant tout Alain Parguez, sans lequel rien n'aurait pu se passer, je crois.

M. Galbraith va commencer cette session. Il est professeur à l'université d'Austin au Texas (USA). Bien connu naturellement par ses écrits dans des revues américaines, il va nous parler du **modèle américain et du rôle caché du secteur public**.

James Galbraith

Professeur à l'université d'Austin, Texas, Etats-Unis

Monsieur le Sénateur, mes amis, c'est un très grand honneur pour moi d'être de retour au Sénat Français pour la deuxième fois. J'ai déjà eu l'honneur d'intervenir ici il y a deux ans lors d'un colloque honorant mon père.

L'ancien candidat à la présidence américaine, John Edwards, nous a parlé il y a deux ans de deux Amériques, une Amérique des riches et une Amérique des pauvres. Cette division existe, mais ce matin je vais vous parler d'une autre division entre l'Amérique telle quelle est, l'Amérique réelle, et une Amérique imaginaire qui n'existe que dans les imaginations, actives, de certains économistes, de la presse et de la classe politique.

L'Amérique imaginaire est le pays du marché libre, des salaires abyssaux, de l'industrie entièrement privée, de l'entreprise et de l'initiative individuelle. C'est un pays qui bénéficie de l'absence quasi-totale de gouvernement. C'est un pays qui est arrivé au plein emploi bien sûr, mais par le mécanisme d'un marché du travail singulièrement efficace qui a ajusté les salaires tout en augmentant de façon radicale les inégalités afin de réconcilier l'offre et la demande face aux changements technologiques rapides. Ceci est la vision surtout d'une génération d'économiste d'origine plutôt autrichienne : de Friedrich Von Hayek, Ludwig Von Mises et de leurs descendants intellectuels.

Si vous acceptez cette vision vous êtes obligés de croire qu'en Europe on se trouve devant un dilemme, face à un choix diabolique : soit vous acceptez le chômage comme le prix qu'il faut payer pour maintenir un système de sécurité sociale et les valeurs dites européennes, soit vous abandonnez votre protection sociale et votre solidarité pour regagner le plein emploi suivant ce modèle dit américain.

Mais ce modèle, est-ce vraiment une bonne description de la réalité américaine ? Non ! Il est faux, totalement faux. Ce n'est pas comme cela que marche l'économie américaine, ni aucune autre économie dans le monde moderne.

D'abord un peu d'histoire. Si une économie de marché a jamais existé aux Etats-Unis, elle a été détruite par la crise de 1929 et elle a disparue à partir de l'année 1933. L'administration de Roosevelt nous a donné un système de régulation « compréhensive », ensuite un système intégral de sécurité sociale et finalement, lors de la deuxième guerre mondiale, la croissance et l'aménagement de la demande effective nécessaire pour oblitérer le chômage.

Ensuite, pendant les administrations Kennedy, Johnson et Nixon, on a essayé de compléter ce travail, surtout dans les domaines des droits civils, de la santé et de l'environnement.

Les institutions qui ont été créées à cette époque existent toujours pour la plupart. Bien sûr, depuis les années 80, sous Reagan et Bush (junior), nous avons vu une érosion systématique de ces institutions, mais nous n'avons pas vu la destruction de ce système. Et pourquoi donc ? Parce qu'ils ont découverts tous les deux (Reagan et

Bush) qu'il est beaucoup plus facile de réduire les impôts, surtout pour les riches et de faire augmenter les dépenses militaires, ce qui satisfait beaucoup de clients, que de détruire le système de sécurité sociale, qui reste énormément populaire. De plus, ils ont découvert que les déficits budgétaires découlant d'une telle politique sont tout à fait soutenables, et qu'ils conduisent à des résultats populaires du point de vue politique. Et vous avez pour preuve le résultat des élections de 84 et de 2004.

J'appelle ce résultat un système de budget « doux » dans des secteurs clés de l'économie. Mais qu'est ce qu'un budget « doux » ? Le terme est d'origine hongroise. A l'origine, il décrivait un système de crédits industriels qui permettait aux entreprises, surtout lourdes, de se financer malgré des pertes énormes. Mais le phénomène est très général et aux Etats-Unis. Le génie du système est d'appliquer le budget « doux » dans les secteurs qui utilisent plutôt le travail et non le capital, à savoir la santé, qui représente 15% de notre PIB, l'enseignement, surtout l'enseignement supérieur, qui représente environ 2.5% de notre PIB. Ces deux secteurs, sont en proportion de PIB deux fois plus importants que partout en Europe. Ensuite, le secteur logement et celui des services aux retraités financé par une combinaison de la sécurité sociale et des pensions privées.

Je ne vous conseille pas d'imiter notre secteur santé, très inefficace et qui connaît de grands problèmes. Mais il faut dire qu'il contribue énormément à l'économie américaine. Il comporte une partie publique aussi grande qu'en France (8 % du PIB), payé par l'Etat. En plus, le secteur privé, financé par les assurances, pour la plupart non commerciales, est presque aussi grand encore. Même histoire pour l'enseignement supérieur. Les logements sont privés mais leur financement est soutenu par un système de garantie et des assurances publiques et quasi publique. La sécurité sociale est la seule source de revenus pour 40% des retraités, qui ne sont pas pauvres, qui subsistent d'une façon pour la plupart assez satisfaisante avec cette base de revenus entièrement publique.

À tout cela il faut ajouter la bulle Internet qui représentait 2% environ du PIB à la fin des années 90. C'était peu mais essentiel pour compléter le trajet vers le plein emploi. Très important aussi le système de financement des dépenses privées, que j'appelle « la dévolution keynésienne » envers les ménages qui leur a permis de séparer les

revenus et les dépenses. Ainsi la plupart des ménages américains ne sont-ils pas contraints dans leurs dépenses par leur salaire. On a donné aux familles américaines le droit de poursuivre une politique privée de déficit budgétaire. On leur a donné un accès quasiment illimité aux crédits, surtout les hypothèques à long terme. C'est comme cela et non par la réforme du marché du travail et par l'abaissement des salaires qu'on est arrivé au plein emploi à la fin des années 90.

Quelle est l'attitude de la Banque Centrale ? C'est une question extrêmement importante pour faire une comparaison correcte avec l'Europe. Il y a beaucoup de différences. Il y a d'abord le fait que la Banque Centrale américaine a un mandat du Congrès qui l'oblige à considérer le plein emploi comme objectif macroéconomique intégral. La stabilité des prix est aussi un objectif mais du point de vue américain, secondaire. C'est un fait.

Ceci dit, je ne crois pas que cela soit très important : la Banque Centrale fait plutôt ce qu'elle veut malgré ce mandat ! Il y a 15 ans environ tous les économistes nous disaient qu'il était impossible de passer sous la barrière de 6 % du chômage sans déclencher une inflation incontrôlée. Vers 97-98 le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, a décidé d'abandonner cette doctrine. Il avait la possibilité de le faire, il n'était pas contraint par une constitution qui l'obligerait à accepter des doctrines qui pourraient être fausses. Il a décidé de faire l'expérience et permis l'arrivée du plein emploi. Il a même adopté une nouvelle doctrine, celle du « nouveau paradigme » qui a justifié, je crois un peu à tort, la non intervention dans la bulle. Nous avons vécu autour de 1998, une expérience du plein emploi. Quelles ont été les conséquences pour le marché du travail ? Les inégalités des salaires, je les ai mesurées, ont diminué avec la chute du chômage. Est-ce qu'il y avait de l'inflation ? Non ! Aucune trace d'inflation ! Pas la moindre. Est-ce qu'il y avait des problèmes ? Oui. La surcroissance du secteur informatique, d'Internet, et une explosion spéculative, à la fin insoutenable.

C'était fâcheux mais n'avait rien à voir avec les problèmes que les économistes avaient anticipés et qui passent toujours ici en Europe pour une doctrine permanente. Après la chute Internet, en 2000, quelle était la situation macroéconomique du pays ? On aurait pu subir une récession profonde. Pourquoi

n'est-ce pas arrivé ? Parce que l'administration Bush, dont je ne suis pas particulièrement partisan, je vous l'avoue franchement, a changé la politique macroéconomique du gouvernement fédéral de façon abrupte et décisive. Elle a baissé les impôts et augmenté les dépenses publiques d'abord les dépenses militaires puis non militaires. Elle a permis au Congrès de faire n'importe quoi. Et quand on permet au Congrès de faire n'importe quoi, le Congrès fait n'importe quoi.

On a donc fait le choix des déficits publics et les dettes, ne s'accumulant plus dans le secteur privé, s'accumulent maintenant dans le secteur public. Nous sommes maintenant pratiquement revenus au plein emploi.

Reste la question du compte courant de la balance des paiements extérieurs, le solde des paiements courants. Est-il soutenable ? On se pose la question mais la réponse n'est pas claire ! On est dans un système monétaire international extrêmement élastique. On n'est plus dans le système Bretton Woods, assis sur l'Or. Il n'est plus forcément nécessaire que le solde courant revienne à 0, ni à court terme, ni même à long terme. Il n'y a pas de raison économique pour croire que les Chinois et les Japonais ne pourraient continuer à accumuler les bons du Trésor américain. Si cela sert leur intérêt, cela peut continuer et je crois que cela sera le cas encore quelques temps. Après, on verra. C'est une question plutôt politique, de relations internationales. S'il y a une guerre en Iran ou ailleurs, tout pourrait changer très rapidement. Mais il n'y a aucune raison d'anticiper un changement rapide du point de vue strictement économique.

En conclusion, les conditions du plein emploi peuvent se poursuivre aux Etats-Unis pendant pas mal de temps. Est-ce qu'il y a des problèmes ? Oui, bien sûr ! Le pays connaît des problèmes extrêmement importants : problème de l'unilatéralisme, qui a échoué, problèmes révélés l'an dernier par les ouragans, c'est à dire l'incapacité quasiment totale du gouvernement à faire face aux défis environnementaux, aux changements du climat, aux enjeux en matière d'urbanisme, qui nous obligent à faire des plans que l'on n'a pas les capacités de dresser.

S'ajoute, comme je l'ai dit, le problème de la division entre les riches et les pauvres dont il faut s'occuper sérieusement.

Mais est ce qu'on est contraint par la dette publique ? Non ! Est-ce qu'on est arrivé à cet état de quasi plein emploi en appauvrissant les travailleurs ? Non, absolument pas !

Peut-on en tirer des leçons pour l'Europe ? Oui bien sûr !

D'abord le progrès dans la lutte contre le chômage. Vous ne trouverez pas la solution dans la réforme du marché du travail.

La hausse des inégalités n'est pas une solution mais un problème. Cela ne résout rien mais, au contraire, aggrave les problèmes sociaux que vous connaissez mieux que moi. Ce qu'il faut c'est une politique de convergence égalitaire. Non seulement dans le pays mais aussi entre les pays de l'Europe entière. Ce que nous avons fait aux Etats-Unis, au moment du New Deal de Roosevelt, c'était une politique d'intégration continentale avec un système de sécurité sociale qui n'existait pas entre Etats avant les années 30. Avec les salaires minima, qui n'existaient pas avant les années 30, entre Etats. Telle est maintenant la situation de l'Europe.

On peut aussi trouver dans l'expérience américaine quelques leçons pour les secteurs des services, dont les gens ont besoin : une extension profonde de l'enseignement supérieur en Europe peut se faire. Les universités ne sont pas suffisamment grandes, ni suffisamment financées.

L'expansion du crédit aux ménages, l'aide aux retraités, non seulement pour la consommation en soi mais pour permettre aux gens de construire d'une façon démocratique la société qu'ils veulent avoir. Leur permettre de faire un peu ce qu'ils veulent. C'est cela le privilège d'une société d'abondance.

Je vous remercie.

Professeur à l'Université du Massachusetts, Etats-Unis

Je commencerai par une histoire vécue hier. A la sécurité de l'aéroport, on m'a demandé si j'avais un pacemaker. Quelle question ! Nous autres économistes n'avons pas de cœur, donc forcément pas de pacemaker !

Plaisanterie mise à part, ce n'est absolument pas la considération de l'économie formelle ou une meilleure compréhension de l'économie formelle qui est responsable des succès remarquables de l'économie américaine ces dernières années. C'est plutôt une sorte de méthode à la Hercule Poirot !

Aux Etats-Unis, en théorie, on a peur de l'inflation. N'ayant plus de communistes à craindre, on redoute l'inflation.

Cependant, il y a quelques temps, l'un des plus gros financiers américains a déclaré dans une table ronde que le problème de l'inflation était très exagéré, et que la *Federal Reserve* devait fondamentalement se préoccuper de la croissance et de l'emploi. On ne conçoit pas en Europe que des dirigeants de grande société supplient la Banque Centrale de ne pas augmenter les taux d'intérêts.

Il est vrai que le gouvernement américain « roule » pour les dirigeants des grandes sociétés mais la différence fondamentale entre les Etats-Unis et l'Europe est qu'il n'existe pas aux Etats-Unis un pouvoir unique et une opinion homogène des grandes sociétés. Ce qui est tout à fait remarquable aux Etats-Unis, c'est qu'il n'y a pas une vision unique du monde des affaires. Les responsables de la politique économique doivent constamment négocier des accords entre des groupes ayant des intérêts et des préoccupations absolument contradictoires. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine de la politique monétaire où il n'existe pas « une » vision du monde des affaires. Aux Etats-Unis, notamment depuis le début des années 90, il y a eu une pression croissante de certains groupes privés sur la *Federal Reserve* en faveur d'une politique monétaire expansionniste et l'abandon d'une politique restrictive. Il y avait d'un côté les économistes du *supply side*, qui n'avait pas lu *Le plein emploi ou le chaos* d'Alain Parguez et de Jean-Gabriel Bliet mais qui se contrefichaient du déficit

budgétaire. D'un autre côté il y avait les dirigeants des grandes sociétés qui s'intéressaient d'abord à leurs rémunérations et à la possibilité de vendre leurs stock-options à la Bourse en encaissant le maximum de plus value et qui ne voulait à aucun prix d'une politique monétaire restrictive.

L'essentiel est qu'aux Etats-Unis, au moins depuis l'époque Alan Greenspan, la Banque Centrale n'est pas prise de frénésie à chaque augmentation de la croissance ou chaque réduction du chômage. Il est clair qu'Alan Greenspan n'a aucune opinion sur ce sujet. Ce qui l'intéresse est de faire une politique de soutien à la croissance pour maintenir la coalition favorable à l'expansion.

Aujourd'hui, il n'existe aucun lobby ou groupe de pression capable d'obliger la Banque Centrale Européenne à changer sa politique. La raison c'est le manque total de contrôle démocratique.

Si rien n'est fait, les Européens n'ont, à mon avis, encore rien vu. Ce qu'ils ne comprennent pas, en effet, c'est que les groupes d'intérêts américains et la *Federal Reserve* non seulement se désintéressent de la baisse du dollar mais la souhaitent. Celle-ci peut avoir des effets dramatiques sur la croissance et l'emploi en Europe.

Comment l'Europe peut-elle réagir ?

Certes il y a une augmentation du prix du pétrole, mais elle est énormément exagérée ; d'autant qu'une part considérable de cette augmentation est liée à la taxation, aux impôts.

Par ailleurs l'expansion considérable des télécommunications, la possibilité du *outsourcing* de services autres que personnels rend tout à fait inexistant le risque d'inflation. Les Européens devraient prendre conscience de cette distinction entre les services personnels et non personnels, qui leur feraient mieux comprendre la situation et le risque d'inflation en Europe.

Je n'ai jamais cru personnellement à la possibilité d'une inflation salariale mais on pourrait tenter l'expérience d'une baisse des taux d'intérêts et ainsi du chômage.

Il est urgent et c'est peut être le plus impératif, d'organiser ce type de lobbying auprès de la BCE en faveur de la croissance et du plein emploi pour l'empêcher de tuer la croissance aussitôt qu'elle apparaît.

Revenons, sur ce point, à Alan Greenspan : plus celui-ci réduisait les taux d'intérêt à mesure que l'emploi augmentait, plus le marché réagissait favorablement. Pourquoi ? Parce qu'il se disait que si la Banque Centrale n'augmente pas les taux d'intérêt, c'est parce qu'elle est convaincue qu'il n'y aura pas d'inflation. Autrement dit, c'est la réaction de la BCE, sa peur de l'inflation qui crée la peur du marché. Malheureusement les Européens ont M. Trichet et pas M. Greenspan.

Il faut absolument que la volonté générale l'emporte sur celle de M. Trichet pour lui faire comprendre ce que les Américains ont découvert depuis longtemps, à savoir qu'il n'y a aucune relation positive entre l'augmentation de l'emploi et l'inflation et qu'en fait c'est le contraire qui est vrai.

Mario Seccareccia

Je remercie M. Ferguson pour ce conseil !

Nous allons maintenant écouter M. Olivier Giovannoni, futur enseignant à l'université du Texas et qui va nous parler de **la consommation comme moteur de la croissance américaine**.

Olivier Giovannoni

Docteur, Université de Nice, Université du Texas, Etats-Unis

Je vous remercie, en particulier le Sénateur Collombat et le Professeur Parguez, pour avoir organisé cette conférence sur le thème du choix du modèle économique pour la France. Le terme important étant ici le mot choix. Il me semble que cette conférence est plus que bienvenue dans le contexte actuel. Récemment, la France a connu beaucoup d'évènements importants : l'extrême droite au second tour des élections présidentielles en 2002, un vote négatif au référendum européen qui a eu des

implications non seulement en France mais aussi au niveau européen, le problème des banlieues. Plus récemment encore un sondage paru dans la presse montre qu'une minorité de Français croit au modèle capitaliste (36% des français croient que le capitalisme est un moyen de développement efficace pour la France).

Un des problèmes majeurs est la question du chômage et de la politique économique. On peut y répondre par des politiques de croissance, keynésiennes.

Les politiques keynésiennes sont des politiques de croissance assumées par le secteur privé mais encadrées par l'Etat. Par ailleurs, l'intervention de l'Etat est importante, voire parfois massive. Le professeur Galbraith en a cité des exemples tout à l'heure aux Etats-Unis.

En France on parle souvent du partage entre salaires et emplois. Si on baissait les salaires, on augmenterait presque mécaniquement, l'emploi. Mais plus d'emploi, signifie-t-il plus de dynamisme économique ?

La question est donc de savoir comment relever le niveau de l'emploi en France. En ce domaine, les Etats-Unis sont un exemple. En dehors de quelques rares épisodes vers la fin des années 70 et au début des années 80, la situation américaine est celle du quasi plein emploi. Aujourd'hui nous sommes à 4,6 % de chômage aux Etats-Unis, soit deux fois moins que le chiffre officiel de la France et lorsque l'on ajoute toutes les formes de sous emploi en France (départs à la retraite forcés, stages sous payés, temps partiels qui ne sont pas voulus) plus de 30% de la population active. Avec ce non emploi ou ce sous-emploi viennent bien entendu les sous rémunérations. Tel est le cas français alors que le cas américain est totalement opposé. Nous avons là un plein emploi quasi permanent, 4,6 % de chômage, c'est à peu près la moyenne durant ces 50 dernières années. Pendant les trente glorieuses, en France, le taux de chômage était quasiment de zéro. La question est de savoir ce que l'on peut retenir du modèle américain dont je vais traiter.

L'imperfection essentielle du modèle américain est la question des inégalités de revenus mais la question raciale se superpose à cela. Il y a vraiment deux types de taux de chômage aux Etats-Unis, « en noir et blanc ». Mais en dehors de cela le modèle américain a beaucoup à apporter. Le problème est qu'en France on ne le

comprend pas très bien le modèle américain et qu'il est perçu à travers le filtre d'un fantasme médiatique. Ce serait le modèle du capitalisme sauvage, de la conquête de l'ouest. Erreur, aux Etats-Unis, existe un salaire minimum, une protection sociale, qui valent ce qu'ils valent mais qui existent. Les retraités aux Etats-Unis ne meurent pas mais vivent relativement confortablement, même si certaines choses sont à améliorer. Il y a le quasi plein emploi. Il y a surtout un partenariat très intense entre les secteurs public et privé, le professeur Galbraith en a parlé tout à l'heure. Il y a une interrelation entre les productions du secteur privé et du secteur public. Je donnerai un exemple, peut être trop connoté, des dépenses publiques en matière militaire. Enormément de contrats sont passés avec des entreprises privées. Ces contrats, alimentés à partir des impôts, vont directement bénéficier à la recherche ou aux revenus du secteur privé, qui peuvent donner lieu à des brevets, à de la recherche et développement.

On peut dire beaucoup de choses sur la politique budgétaire et fiscale, notamment sur l'endettement. Le déficit alimente la dette certes, mais reste à savoir si ce déficit est voulu, comme aux Etats-Unis, ou subi faute de croissance donc de revenus et de rentrées fiscales comme c'est le cas en France. Les Etats-Unis pratiquent le déficit volontaire lorsque l'économie va mal. La politique de baisse d'impôts par Reagan dès 1983, a profité certes majoritairement aux riches ou aux entreprises mais elle a permis de réamorcer la pompe et de relancer la machine économique.

En France, ce déficit n'est pas vraiment volontaire et n'a qu'un faible impact sur l'emploi. Les chiffres du chômage le montrent.

Dans ce cadre là, les prévisions de croissance aux Etats-Unis sont de 4%, deux fois plus que la France. Certes, 2% n'est pas écart énorme ; le problème c'est qu'il s'accumule depuis 25 ans.

Quels sont les moteurs essentiels de l'économie américaine ? J'en ai déjà indiqué quelques uns, la politique économique et le rôle de l'état.

En dehors de cela, il faut noter plusieurs éléments, notamment le rôle de la consommation. Le secteur des services, en particulier, est énorme. L'économie américaine, n'est pas seulement tirée par l'investissement, même s'il joue son rôle. De

plus en plus, on s'aperçoit que la consommation joue un rôle très important. Elle renvoie à un ressort culturel, la volonté de consommer, mais dans la période récente, plusieurs éléments spécifiques expliquent ce dynamisme de la consommation.

Premièrement, l'endettement des ménages. Les ménages américains sont énormément endettés, en particulier pour accéder au marché immobilier : 70 % des ménages possèdent leur logement. Il y a donc une contrepartie à cet endettement.

Deuxième ressort : la désépargne des ménages, à tel point que leur taux d'épargne est proche de zéro. Pourtant les entreprises investissent. Cela montre que ce n'est pas l'épargne préalable des ménages qui commande l'investissement.

Enfin, je reviens brièvement sur la question des taux d'intérêts, qui sont contracycliques, comme Tom Ferguson l'a rappelé. La politique américaine a clairement un objectif de plein emploi dans ses statuts. Quand l'économie va mal, il faut baisser le taux d'intérêt. Or, en France, et plus exactement en Europe, cet objectif n'existe, ni dans le traité de Maastricht, ni dans les objectifs de la BCE. Le seul objectif est un taux d'inflation minimal.

On ne peut donc s'étonner du résultat.

Mario Seccareccia

Nous allons passer aux questions puis nous nous intéresserons au cas canadien avec Henri Sader.

Alain Parguez

Professeur à l'Université de Franche-Comté

Les trois exposés étaient tout à fait concordants et remarquables. Mes questions seront adressées aux trois intervenants en même temps.

Je pense qu'en France la démocratie n'existe plus. L'opinion publique a été totalement uniformisée par les médias. L'économie politique dans les médias est devenue la pensée unique. Si dans l'ancienne Union Soviétique, il y avait des dissidents, en France, il n'y a en même plus. Ce qui m'inquiète beaucoup. D'où le constat : les politiques suivies sont absolument désastreuses, les médias publics ou privés, reflètent directement les intérêts de la classe dirigeante. Faut-il penser qu'ils sont totalement indifférents à la population, totalement imbéciles ou surtout attachés à leurs niveaux de profits ?

C'est un phénomène extraordinaire, qui eut intéressé Karl Marx. Tom Ferguson, James Galbraith, comme son père ont montré qu'aux Etats-Unis, il y a des débats. Le monde des affaires est très divisé. Les gouvernements arbitrent. Il y a une part croissante du monde des affaires qui soutient les politiques d'expansion. Si le type de politique suivi en France était pratiqué aux Etats-Unis, on pourrait craindre une véritable guerre civile ! Comment les Français acceptent ils des politiques que nulle part ailleurs on accepterait. On a imposé la vision d'un modèle américain qui n'existe pas. S'il y a une société proche de ce faux le modèle américain, c'est bien la société française ! Elle met les gens à la retraite contre leur volonté, réduit des étudiants très diplômés à vivre de stages. Le droit du travail n'empêche pas les entreprises de mettre les gens à la porte. Soyons sérieux.

Un intervenant

J'ai beaucoup apprécié qu'Olivier Giovannoni fasse référence au Non français au référendum sur l'Europe, de la même façon qu'Alain Parguez a fait tout à l'heure la généalogie de l'idée européenne qui trouvait ses racines pour beaucoup dans les années 20 et 30, c'est à dire dans le rêve d'un régime autoritaire. Je mets cela en relation avec la remarque de Tom Ferguson qui nous a dit que la BCE, ce n'est pas la Banque centrale américaine, ce n'est pas une institution démocratique, mais parfaitement irresponsable. Il me semble que la politique de rigueur, de déflation, se fait dans une très large mesure au nom de l'Europe. On dit à ceux qui sont contre

cette politique qu'ils sont contre l'Europe ! En réalité la majorité des gens qui ont voté contre étaient des européens convaincus et ils ont voté pour l'Europe.

Il est nécessaire de démythifier cette Europe là, qui n'est démocratique, ni dans sa construction, ni dans son fonctionnement. Ce n'est pas la voie qu'il faut emprunter. Il est donc très important de mettre en lumière cette généalogie et cette parenté avec l'avant-guerre. J'ajoute que la question des statistiques a été aussi une préoccupation de Vichy. Ce n'est peut être pas un hasard. Quand on critique les statistiques, on doit aussi s'interroger sur la généalogie de nos institutions.

Julio Lopez

Professeur, Université de Mexico, Mexique

Je ne suis ni européen, ni américain du Nord mais mexicain. Parler des exploits de l'économie américaine ne parait pas le plus important. Le plus frappant est la perte de poids de l'économie européenne.

Les chiffres du chômage le montrent : aux États-Unis, aujourd'hui 4,6% de la population active contre 3,8% en 1955. En France, en 1954, le taux de chômage était de 1,7 %, en Angleterre, il était de 0.9 %. Le changement radical n'est donc pas l'exploit de l'économie américaine mais le déclin du modèle européen.

Pierre Larrouturou

Je voudrais juste compléter le diagnostic avec deux ou trois chiffres. On a beaucoup parlé du plein emploi américain. Selon les derniers chiffres donnés le premier vendredi de chaque mois par le secrétariat au travail, la durée moyenne du travail est de 33 heures 7. Peut on parler dans ce cas de plein emploi ?

Il y a quand même énormément de précarité. Il y a des leçons positives à tirer des Etats-Unis mais quand on parle de plein emploi il faut mettre de gros guillemets. De plus, les inégalités de salaires se sont creusées depuis quelques années.

Deuxième point sur la question de la dette aux Etats-Unis : un des titres de *La Tribune* est « l'horreur de la dette ». La dette totale (dette publique plus celle des entreprises et des familles) a augmenté de 19%. La une de *The Economist* d'il y a trois mois montrait Greenspan tendant un bâton de dynamite à son successeur : personne ne sait comment l'atterrissage peut se faire sans grosse rupture. Donc quand on parle du modèle américain, là aussi il faut mettre de grands guillemets.

Concernant le diagnostic de la zone euro, je fais partie des gens qui critiquent la BCE, qui dénoncent l'énorme manque de démocratie au niveau européen et national. Cependant, ce matin, *La Tribune* donne ce chiffre : les crédits au secteur privé ont augmenté de 11,4 %, ce qui est un taux élevé dans une période de restriction. Il ne faut donc pas se tromper dans le diagnostic : la gravité de la situation doit être relevée, il y a un manque de courage politique et un aveuglement mais nous même devons faire un diagnostic juste. Quand les crédits au privé augmentent de 11,4% en un an, je ne sais pas si l'on peut expliquer la crise sociale par un défaut de création monétaire.

Une intervenante

L'investissement et donc la croissance dépendent davantage de taux d'intérêt longs. Mais les taux d'intérêt longs sont un phénomène de marché. Qui a fait que les taux d'intérêt longs soient un phénomène de marché ? La globalisation financière qui a été étendue en Europe à la suite de l'Acte Unique. Les taux d'intérêts courts sont relativement faibles et pour autant, il n'y a pas reprise de la croissance. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de débouchés. L'endettement des entreprises a augmenté mais il a servi à financer les rachats d'actions, à alimenter la bulle immobilière et pas l'investissement productif. Si les autorités monétaires sont tentées aujourd'hui

d'augmenter les taux courts, c'est peut être pour enrayer ces évolutions tout à fait négatives.

Deuxième remarque : A qui la faute ? Est-ce que c'est la faute de la BCE ? A mon avis non. Les consignes de la politique monétaire se limitent à appliquer le traité de Maastricht et on ne peut lui reprocher d'appliquer le traité. Le reproche s'adresse au pouvoir politique, aux chefs d'états qui ont mis en place ces cadres institutionnels. Pourquoi a-t-on mis en place la BCE ? L'Allemagne a voulu mettre en place une BCE copie conforme de la Bundesbank. Il faut tenir compte de tous ces facteurs. Pour proposer des solutions, il faut tout d'abord diagnostiquer les problèmes. Quelle est la responsabilité de l'intégration européenne jusqu'à aujourd'hui ? C'est à mon avis le vrai problème.

Alain Parguez

Je suis d'accord mais avec quelques réserves. On dit que les banques centrales ne contrôlent que les taux d'intérêt à court terme et pas les taux d'intérêt à long terme. Sur ce dernier point, ce n'est pas exact. Les banques centrales imposent les taux d'intérêt qu'elles veulent. On dit que les taux d'intérêt à long terme sont déterminés par le marché. Personnellement, tant sur le plan théorique, que sur le plan empirique, j'ignore ce qu'est ici le marché. Il est absolument vrai que la BCE applique le traité de Maastricht mais le problème est qu'elle le fait avec une rigueur absolue. Si la BCE décidait de changer d'objectif et de rechercher le plein emploi, je vois mal qui l'en empêcherait. Absolument personne.

Actuellement en France on a trop tendance à prendre l'Allemagne pour bouc émissaire. Les Allemands auraient imposé à la France des politiques d'austérité et de déflation et François Mitterrand aurait du céder aux dirigeants allemands. C'est faux. Si la France n'avait pas voulu des dispositions du traité de Maastricht, l'Allemagne n'aurait jamais pu les imposer.

Un intervenant

Vous insistez beaucoup sur la nécessité de ne pas avoir peur d'augmenter la dépense publique, de ne pas attacher trop d'importance à la dette, vous insistez beaucoup aussi sur le fait d'augmenter la consommation des ménages. Mais cela a déjà été fait en France, en 1981. On a augmenté massivement la dépense publique, les revenus, la consommation s'est développée et pourtant en 1983, il a fallu faire marche arrière. Qu'est ce qui vous fait penser que ce qui n'a pas marché en 1981 pourrait marcher maintenant ?

James Galbraith

Je vais essayer de répondre sur trois points.

La question du Professeur Parguez : la pensée unique règne-t-elle en France, sans dissidents ? Je pense que cette dissidence existe mais à l'échelle européenne : en Espagne, en Grèce, en Norvège. Si vous placez les discussions politiques à l'échelle de celle des fondamentaux économiques, des solutions peuvent être trouvées. Les phénomènes fondamentaux sont les mêmes qu'aux Etats-Unis : il y a des intérêts différents mais ils ne s'expriment pas, à cause du caractère fondamentalement national du débat.

Deuxièmement, sur la situation aux Etats-Unis, je crois que vous avez tout à fait raison. Nous avons connu à la fin des années 90, une expérience de plein emploi complet, avec très peu de chômage, des opportunités de travail partout, sans inflation. Ensuite, la récession est venue et la récupération depuis n'a pas été complète, je suis tout à fait d'accord. Mais cela aurait été bien pire sans les changements rapides et fondamentaux de position macroéconomique du gouvernement.

Sur la question de la dette totale et des dettes des ménages. Il est vrai que le montant des dettes est, historiquement, extrêmement élevé. Il faut cependant se souvenir que ce sont surtout des dettes liées au logement, des hypothèques. Les ménages peuvent

refinancer ces dettes à des taux d'intérêt extrêmement bas, du moins jusqu'à très récemment. Le coût de la dette, en proportion des revenus personnels, n'est pas très élevé et les ménages peuvent le supporter. En tous cas, on constate que les conditions des financements à long terme ne changent pas quand les taux d'intérêt à court terme s'élèvent.

Troisièmement, est-ce la faute unique de la politique économique ? Quel est le rôle de la mondialisation des capitaux ? Je pense, au risque d'être en désaccord avec mes collègues, que la solution se trouve à l'échelle européenne, s'agissant surtout de la politique monétaire. La construction des institutions monétaires européennes est très incomplète. Vous n'avez ni une vraie Banque Centrale européenne, ni un marché liquide et unique des dettes de l'Union Européenne, mais des dettes d'Etats. C'est pour cela que l'euro n'est pas encore la vraie monnaie de réserve internationale qui vous permettrait de poursuivre une politique de croissance sans contraintes, comme nous le faisons. Il faut viser la création de telles institutions. Il faut aussi favoriser une politique de convergence, non seulement dans les pays d'Europe mais entre les pays d'Europe. Il faut imaginer un système où l'on peut faire beaucoup plus de transferts non seulement entre les gouvernements mais aussi entre les particuliers, comme on a commencé à le faire aux Etats-Unis il y a 70 ans avec le système de sécurité sociale. Pourquoi est-ce qu'en Europe, quelqu'un qui travaille en Pologne ou au Portugal, pendant toute une vie, un travail dur, ne peut-il prendre sa retraite que sur les ressources de son propre pays et non sur les ressources moyennes de l'Europe. Pourquoi ces individus sont-ils beaucoup plus pauvres que les Allemands ou les Français qui prennent leur retraite sur les ressources de l'Allemagne ou de la France ? Je pense que ce n'est ni juste, ni soutenable. Quand vous trouverez le moyen de résoudre de tels problèmes, vous trouverez le moyen d'accéder au plein emploi, tout en construisant des institutions qui permettent aux particuliers de poursuivre leurs propres volontés dans un contexte plus égalitaire, plus solidaire, à l'échelle non seulement française mais européenne.

Tom Ferguson

(traduction d'Alain Parguez)

Je ne crois pas que les européens aient vraiment compris ce que veut dire la notion « d'Union Européenne ». Il n'y a pas de véritable union économique. Chacun fait la chasse à l'autre dans la course aux exportations.

Mario Seccareccia

Alain Parguez m'a demandé de clarifier cette question de la politique budgétaire expansionniste en 1981. Je dirai que le problème de la balance des paiements ne se pose pas aujourd'hui où les partenaires commerciaux sont d'abord les autres pays européens qui font partie de l'Union européenne, comme il se posait à l'époque.

Alain Parguez

L'Europe telle que la rêve M. Galbraith c'est très bien ! Malheureusement, si elle n'existe pas, c'est parce que ceux qui ont créé l'Europe ne voulaient pas qu'elle existe. Le gros problème est là.

En ce qui concerne l'expérience de François Mitterrand, ayant travaillé de 1975 jusqu'à 1981 avec M. Attali et ceux qui ont mis en œuvre cette politique, ayant rompu avec eux à cause de cette politique, je peux donner quelques éclaircissements.

Au moment où le Programme commun est signé entre François Mitterrand et Georges Marchais, se tient une réunion du comité directeur du centre de M. Attali à l'IRIS (Paris). Participaient les représentants de deux ou trois banques américaines, quelques promoteurs et autres... Le représentant de la *Chase Manhattan Bank* dit à Attali qu'il n'avait pas souhaité la victoire de la gauche pour la voir pratiquer une politique d'expansion. Réponse de Jacques Attali : « je suis d'accord, le premier secrétaire est entièrement d'accord mais il nous faut l'appui du parti communiste et de ses électeurs. Dès que nous le pourrons nous ferons une autre politique ». Jacques

Attali était fondamentalement, viscéralement anti-keynésien, il ne voulait pas entendre parler de politique de relance. C'était un curieux mélange de marxisme simplifié et d'économie néo-classique très simplifiée. Pour lui, en l'an 2000, l'Union soviétique serait la première puissance du monde. Ceci étant, l'idée fondamentale était d'installer en France un capitalisme d'Etat, c'est-à-dire nationaliser intégralement le crédit, les grandes entreprises, mettre des hauts fonctionnaires à la tête des entreprises. Ainsi on créerait une société parfaitement dynamique, sans entrepreneurs privés, totalement contrôlée par l'Etat, un capitalisme qui n'avait jamais existé. C'est ce qui explique la vague de nationalisations. Un jour Attali me pose la question : « mais enfin quels arguments peut on bien trouver pour justifier l'instauration de ce capitalisme d'Etat » ? Le problème était que justement on n'en trouvait pas. Le résultat a été clairement désastreux, inutile d'insister.

Pour ce qui concerne la relance, il faut bien voir qu'on avait là essentiellement des hauts fonctionnaires, ayant de très faibles connaissances économiques, ignorant totalement comment fonctionnaient les entreprises privées et, malgré la présence des banquiers américains, extraordinairement hostiles aux Etats-Unis. Il n'y avait aucun programme de relance, aucune politique économique à long terme, tout se résumait à l'instauration de cette espèce de « sovieto-capitalisme ». Ceci étant, la situation de l'époque était désastreuse. La politique de Raymond Barre avait complètement ruiné la France. Il y avait certes un surplus budgétaire mais les entreprises se portaient extrêmement mal. Raymond Barre avait poussé la spéculation à la hausse du franc. Mitterrand, sous la pression de la Banque de France, refuse de changer la parité du franc. Après, on devra évidemment faire des dépréciations cumulatives.

S'agissant des dépenses publiques, elles ont été engagées sans aucun plan. C'est parce qu'on craignait des grèves générales et des manifestations, qu'on a décidé d'augmenter le salaire minimum, les traitements des fonctionnaires. Le problème est qu'au début, pendant à peu près six mois, l'économie continue à chuter. Les rentrées fiscales par conséquent baissent et le déficit augmente. Au début 82, cependant, la situation commence à se retourner. Lorsque l'on regarde les comptes des entreprises, on constate que les profits des entreprises (épargne des entreprises) recommencent à

augmenter. Mais, deux phénomènes apparaissent. Le premier, le franc baisse. Le second, les importations augmentent. Mais cela vient moins des consommateurs que des grossistes qui accumulaient des stocks. Finalement, on abandonne l'expérience quand elle commençait à réussir. Les nationalisations ont été un désastre, mais la consommation on n'en voulait pas !

James Galbraith

Si l'on n'accepte pas le pacte de stabilité, on n'est pas du tout obligé d'accepter les autres institutions européennes telles qu'elles sont.

La question qui se pose, c'est : que faut-il faire pour arriver au but : le plein emploi ? Il y a 30 ans, s'est posé le même problème, aux Etats-Unis, quant à la fonction de la *Federal Reserve*. Je faisais partie, à 24 ans, d'une petite équipe travaillant pour le Congrès qui a essayé de modifier le mandat de la *Federal Reserve*, pour y incorporer le plein emploi. J'ai écrit le texte qui gouverne aujourd'hui la *Federal Reserve* et qui a changé les choses : deal avec le gouvernement, composition de la *Federal Reserve*, sentiment de responsabilité quant à la performance de l'économie américaine. Il faut certes une génération pour changer les choses, mais il convient de poser les bonnes questions à long terme si l'on veut se placer dans la bonne direction.

DEUXIEME SESSION

LE CANADA OU LE CHOIX VOLONTAIRE DES CONTRAINTES

Alain Parguez

J'ai le plaisir d'ouvrir la deuxième session de la matinée. Quel exemple le Canada peut-il donner ? Je commencerai par donner la parole à mon ami Mario Seccareccia, professeur à l'Université d'Ottawa, sur « **l'endettement des ménages canadiens comme moteur de la croissance** ».

Mario Seccareccia

Je vais vous parler de l'évolution de l'endettement au Canada, en particulier des ménages et par secteurs.

D'abord quelques chiffres pour caractériser ce « miracle canadien » et mettre en relief les différences entre le Canada et la France.

Taux de chômage 2005 : France : 9,7%, Canada : 6%

Taux de croissance du PIB : France : 1.6%, Canada : 3%

Taux d'inflation : France : 1.9, Canada : 2.4

Taux d'épargne des ménages : France : + 11,6, Canada : - 0.4, (donc plus faible encore que les Etats-Unis 0,2).

Le solde budgétaire canadien est positif et représente 1,3% du PIB, en France, il est négatif : - 3,2% du PIB.

Le Canada est un des rares pays à avoir un compte courant très positif, de l'ordre de 2% du PIB. Indicateur de la politique monétaire, le taux d'intérêt réel à court terme est de 0,4%, tandis qu'en France, le taux d'intérêt réel, c'est-à-dire hors inflation, est de l'ordre de 2,5 %.

La politique monétaire canadienne est très expansionniste. La politique fiscale est, elle, à première vue très restrictive, générant des surplus depuis plus d'une dizaine d'années.

Si le budget de l'Etat est excédentaire, c'est l'inverse pour les ménages. En moyenne, les ménages canadiens s'endettent. Il y a dix ans, il fallait gagner environ 80 000 dollars canadiens par an pour commencer à s'endetter, ce seuil est maintenant descendu à 60 000/65 000 dollars canadiens.

Des facteurs importants ont contribué à cette relance très forte de la consommation qui pourraient expliquer ce qui se passe actuellement au Canada et son taux de croissance relativement fort par rapport à l'Europe.

Il est à la fois le produit d'une conjoncture particulière et d'une politique économique volontaire. On a tendance à comparer la rigidité européenne et la flexibilité nord-américaine, le Canada était censé se situer entre les deux ! Cependant, si on y regarde de plus près, on constate que le Canada pourrait être encore plus rigide que l'Europe. Un exemple : le taux de syndicalisation canadien est trois fois plus élevé qu'en France. Les taux de syndicalisation sont de l'ordre de 30 % de la main d'œuvre non agricole. On ne peut donc pas dire que le Canada soit moins rigide sous ce rapport. Un autre facteur d'explication important est la politique monétaire.

Que s'est-il passé ? Si on regarde un peu en arrière, au moment de la signature du traité de libre échange avec les Etats-Unis, à la fin des années 80, on constate que le gouvernement canadien pratiquait une stratégie de déflation, un peu comme en Europe. Déflation salariale, d'abord. La politique monétaire aussi était extrêmement restrictive, avec un taux de chômage bien au-delà des 10%. Puis il y a eu une forte récession au début des années 90, largement causée par cette politique monétaire, avec des taux d'intérêts réels à deux chiffres. En 1994, au moment de l'ALENA, l'IPC (indice des prix à la consommation) baissait même certains mois, signe de déflation. Cela a beaucoup ébranlé les décideurs monétaires qui ont alors opté pour une politique monétaire expansionniste avec des taux d'intérêt réels négatifs durant une certaine période.

Comment le Canada, avec des taux d'intérêt aussi bas, a-t-il pu connaître une telle croissance économique ? Au Japon, qui pratique à peu près la même politique, l'effet

n'a pas été le même sur la croissance économique. C'est que dans le cas canadien, et aussi américain, les taux d'épargne étaient, au départ, relativement bas.

Des taux d'intérêts bas encouragent d'autant plus les ménages à s'endetter qu'ils ont propension à le faire. En France, où l'endettement n'est pas encouragé, des taux d'intérêt qui baissent n'entraînent pas forcément des taux de croissance élevés.

On voit donc l'importance de la politique monétaire. En même temps, on est dans une situation très particulière par rapport aux Etats-Unis. Le Canada est fortement intégré au niveau industriel. Ce qui veut dire que quel que soit le taux de change, les produits vont et viennent des deux côtés de la frontière. Tout dépend de la croissance américaine.

Le Canada se trouve dans une situation conjoncturelle où les comptes courants sont positifs et pour la première fois dans l'histoire canadienne on est devenu depuis la fin des années 90 des investisseurs nets à l'étranger plutôt que receveur d'investissements, américains d'abord, mais aussi internationaux.

Les entreprises non financières sont devenues des « prêteurs » net.

Le « miracle » canadien renvoie donc à un ensemble de facteurs très particuliers. La croissance économique au Canada dépend d'abord et avant tout de la consommation, de l'endettement des ménages qui est, par ailleurs, relativement fragile. Deux facteurs peuvent menacer la croissance : 1° la politique monétaire : l'augmentation forte des taux d'intérêt pourrait briser l'élan de croissance ; 2° la baisse des revenus.

C'est donc une croissance fragile, mais importante et stable depuis plusieurs années.

Alain Parguez

Je donne la parole à mon ami Henri Sader, qui est à la fois un de ceux qui essaient de faire pénétrer la macroéconomie au sein du nouveau parti démocrate canadien et en même temps professeur au Canadian Labor College à Ottawa.

Henri Sader

Professeur au Canadian Labor College, Canada

Je voudrais traiter d'un point aveugle dans ce genre de discussions.

La question de la croissance et de ses liens avec le plein emploi est en général traitée comme un problème technique, ce qui me rappelle un discours de M. Kissinger, il y a quelques années à Montréal sur les relations internationales et la manière de créer une paix durable. Il avait alors développé l'analogie suivante. L'un des problèmes majeurs de la guerre froide étant de neutraliser les sous-marins soviétiques, de bons esprits avaient suggéré qu'il suffisait, pour les neutraliser, de trouver le moyen de faire bouillir l'eau de mer, simple problème technique ! Les sous-marins remonteraient inmanquablement à la surface !

Nous parlons ici d'une relance de la croissance par la réduction des inégalités. Le moyen d'y parvenir n'est pas un problème technique mais politique et en politique il y a toujours une solution, à condition de le vouloir, bien sûr.

C'est cela qui commande la réforme des institutions : incorporer l'objectif du plein emploi dans l'agenda de la BCE ou de la Banque du Canada, qui hélas l'a abandonné d'une manière très subtile. Comment le faire : il faut avant tout une organisation des forces syndicales et une volonté politique. On caricature souvent les organisations syndicales pour diverses raisons. Or, une relance sans contrainte ne pourra être réussie dans un contexte européen et dans un contexte de capitalisme global, sans une organisation solide des forces de travail, sans un mouvement syndical fort, une solidarisation syndicale à la fois intra et extra européenne. Pourquoi ? A cela plusieurs raisons. Avant tout, quelles que soient les contraintes, une politique macroéconomique systémique visant le plein emploi, doit s'appuyer sur une relance soutenue de la consommation, qui elle-même aussi doit être soutenable. La théorie économique, notre théorie, souligne le rôle syndical d'égalisateur de la répartition du pouvoir d'achat, son rôle dans le maintien d'un plancher de revenu disponible, son rôle de frein à l'érosion de la classe moyenne et dans l'accroissement de son pouvoir

d'achat. En d'autres termes son rôle de contrepoids politique. Car dans une économie de marché globale, régionale, européenne ou française, il faut maintenir un équilibre entre le travail et le capital avec l'arbitrage de l'Etat. Le mouvement social doit y trouver toute sa place afin d'y couvrir tous les points aveugles des différentes institutions.

La théorie valide donc ce rôle du mouvement syndical. Les chiffres concernant les expériences danoises, norvégiennes et suédoises montrent clairement qu'un taux de syndicalisation élevé (à condition que cela soit une syndicalisation de partenariat) peut aboutir à une vision solidaire du salaire, à un partage équitable du salaire, à une croissance du salaire qui respecte l'accroissement de la productivité. Des forces du travail, s'appuyant sur une législation adaptée pourraient favoriser une participation salariale à tous les niveaux et une vision sociale démocrate de l'économie et de la société.

Là où existe un taux de syndicalisation faible et une bonne croissance se développe ainsi une société duale.

Au Canada, entre 1980 et 2000, le revenu moyen des ménages a évolué de la manière suivante : 60% ont accusé une baisse réelle de leur pouvoir d'achat. 20 % sont restés stables et 20% ont augmenté considérablement. Ce phénomène a perduré après les accords de libre échange avec les Etats-Unis, qui ont débuté en 1989, puis se sont poursuivis en 1994 avec l'inclusion du Mexique. Il y a actuellement une amélioration mais on est toujours au dessus du niveau d'inégalité de 1982. Le miracle canadien c'est aussi cela. Le succès ou l'échec du Canada ne doit pas être mesuré à l'aune de ce qu'il a réussi à faire par rapport à d'autres pays, mais de ce qu'il aurait pu faire, compte tenu de ses riches potentialités. Un taux de chômage de 6%, ajusté autour de 8%, n'a rien d'extraordinaire. Se développe une précarisation des nouveaux emplois, une sous-traitance accentuée. Finalement, ce qui a tenu est le noyau dur de l'emploi, regroupé autour des syndicats. Sur 3,3 millions de syndicalisés, 3 millions appartiennent au secteur public et para public. Les réductions du nombre de fonctionnaires ne sont pas effectives. Elles ont en réalité été suivies de réembauches assorties de précarisation. Huit ou neuf cent mille personnes travaillent aux trois niveaux de gouvernements fédéraux, provinciaux et

municipaux. Il y a environ un million et demi de personnes employées dans le système médico-social. Un nombre considérable d'autres travaillent dans l'éducation. Au total, trois millions de personnes appartiennent au secteur public et parapublic, secteur où les syndicats ont consolidé leur existence en 50 ans de travail. C'est l'entrée des femmes qui a, en grande partie, permis au Canada de maintenir un taux de syndicalisation élevé. Elles se sont organisées chaque fois qu'on essayait de réduire le nombre de fonctionnaires.

Concernant l'objectif du « haut emploi » (je ne dirai pas plein emploi, parce que si le plein emploi est un objectif, le haut emploi est la conséquence d'une politique visant simplement à minimiser le chômage) aucun gouvernement ne l'a jamais atteint sans l'appui d'un mouvement syndical puissant et organisé, celui des entreprises, de l'appareil d'Etat et du mouvement social. Seul un tel partenariat peut produire un mécanisme de solidarité salariale, ajustant hausse de la productivité et optimisation de la grille des revenus. Seul un tel partenariat permet au pouvoir d'achat de résister à l'effet centrifuge de la globalisation. Seul un tel partenariat peut contenir le mouvement de privatisation des secteurs publics, qui est une façon de sacrifier la volonté nationale à un pseudo marché global. Ceci est encore plus vrai dans un contexte européen. La création d'un grand marché européen qui réduirait l'obsession des exportations et des importations, suppose une organisation de la force du travail permettant de maintenir un niveau de vie élevé, sans inflation, sur le modèle de l'Europe du Nord.

Je voudrais insister sur le fait que le capital humain est la ressource économique la plus importante et qui pour cela doit être protégée.

Certains vont dire que syndicaliser aura pour conséquence de faire fuir le capital, apeuré par la pression des grèves. Mais, les capitaux s'en iront, avec ou sans syndicats, dès lors qu'il y a un avantage comparatif par rapport au coût de la main d'œuvre dans d'autres pays.

La globalisation du capitalisme crée un nouveau rapport de force qui est hostile aux syndicats. C'est pour cela qu'il faut mener un combat pour promouvoir le syndicalisme si l'on veut redonner au capitalisme global un visage humain. L'économie mondiale se caractérise par un redéploiement de la base industrielle des

pays du Nord. Cela ne m'inquiète pas : il y a la bonne et la mauvaise globalisation. Je suis surtout inquiet car nous ne savons pas tirer partie des nouvelles opportunités.

Un mot sur la globalisation. Il y a eu plusieurs vagues, la vague industrielle, l'industrie légère puis l'industrie lourde, maintenant ce sont les services. La globalisation actuelle va bien au-delà du commerce international qui était l'indicateur principal de l'internationalisation de l'économie. L'effondrement de la pensée unique en URSS et, plus graduellement, en Chine crée une opportunité de globaliser le capitalisme et l'économie du marché. C'est la révolution technologique dans les domaines du transport et de la communication, qui crée ce capitalisme global, caractérisé surtout par une très grande mobilité du capital. Ainsi en s'appuyant sur la technologie, on peut prendre en otage la population active. On produit globalement pour le marché global. Mais se forment aussi des blocs solidaires pour protéger les droits des investisseurs et beaucoup d'accords menacent les solutions multilatérales. L'OMC est de plus en plus menacée par cette multiplication d'accords régionaux, bilatéraux, qui ont un point commun : protéger l'entreprise face à l'entreprise citoyenne.

La main d'œuvre est en retard d'une guerre Il y a aujourd'hui plus d'obstacles aux migrations qu'en 1890 où il était plus facile de se déplacer. Cela permet de consolider ce jeu d'avantages et de fixer les nouveaux rapports de forces.

Pour conclure : il faut avant tout une action politique comme point d'appui d'une réforme, à la fois nationale, européenne et internationale permettant une meilleure organisation de la force du travail. Il importe de s'organiser sur le plan législatif, sur le plan politique et surtout éducatif. Il faut montrer que la syndicalisation ne se réduit pas à des anecdotes politiciennes, à des scandales et à la corruption lesquels existent partout et toujours, dans nos sociétés contemporaines.

Alain Parguez

Nous allons maintenant passer aux questions.

Pierre-Yves Collombat

Je voudrais être sûr d'avoir bien compris. En France, le Canada passe pour le pays qui a réussi le « miracle » de réduire très fortement sa dette, en réduisant le rôle de la fonction publique. Si j'ai bien compris ce que vous venez de dire, le miracle canadien, qui n'est pas si grand qu'on le dit est du à l'intégration au marché unique nord américain, à l'ALENA, à l'endettement des ménages, à la différence de l'Etat. De plus, quand on fait les comptes, il n'y a pas eu vraiment de réduction de la fonction publique. Est-ce-que je traduis ce que vous avez dit ou est-ce que je me trompe ?

Mario Seccareccia

Vous avez bien compris. Le nombre d'emplois dans la fonction publique est revenu à celui d'il y a une dizaine d'années. Mais il y a eu des réductions d'effectifs très importantes au milieu des années 90, facteur d'endettement des ménages. Durant les années 90, tous les niveaux de gouvernement et d'abord au niveau fédéral, ont sabré dans les dépenses et en même temps augmenté les impôts pour réduire les déficits. Cela a entraîné une baisse des revenus disponibles. Le revenu disponible a chuté de manière importante jusqu'en 1999. L'endettement du gouvernement a en quelque sorte été transposé sur les ménages, c'est l'effet négatif. Mais en même temps la politique monétaire très expansionniste a permis cet endettement sans trop de difficultés. Aujourd'hui le revenu disponible a beaucoup augmenté parce qu'on a réduit les impôts. La situation est plus stable qu'il y a dix ans et les ménages peuvent faire face à l'endettement sans trop de difficultés.

Henri Sader

Avec la déflation des années 90, ces réductions de la fonction publique ont entraîné une réduction des transferts financiers aux provinces, qui ont répercutées ces charges aux municipalités, lesquelles ont réduit une partie de leurs services, notamment sociaux. Les municipalités n'ont comme ressource que les taxes sur la propriété. Les ménages ont donc été pris dans l'étau de la réduction des services d'une part et d'autre part de l'accroissement du coût de la propriété. Cette période de déflation très brutale a permis au gouvernement d'extraire suffisamment d'argent pour faire baisser la dette. Mais, il faut aussi retenir que les ménages en général se sont retrouvés dans une situation où ils n'avaient pas d'autres choix que de s'endetter. L'endettement, qui fait partie de la culture nord-américaine, a permis de compenser l'effet déflationniste mais l'essentiel est l'excédent commercial du Canada avec les Etats-Unis. Traditionnellement, les échanges du Canada et des Etats-Unis étaient déficitaires. Depuis 97-98, la balance des paiements courants est excédentaire. Ce surplus est du surtout à la hausse considérable des prix de l'énergie et beaucoup moins à l'ALENA. L'accès au marché américain existait déjà et l'ALENA fut beaucoup plus un accord d'investissement.

Luiz Carlos Bresser Pereira

Professeur à la Fondation Gutelio Vargas, Ancien ministre des Finances, Brésil

Il est important de faire une différence entre la politique monétaire et la politique budgétaire. Il me paraît difficile de considérer que les changements dans la politique économique canadienne n'ont pas eu de résultats importants dans les ajustements fiscaux. Ce n'est pas une chose que les keynésiens aiment mais il y a une différence importante entre la politique budgétaire et monétaire.

Un pays qui a un problème budgétaire chronique ne peut avoir une politique budgétaire expansionniste. Le Canada a fait une chose très importante : il n'a pas détruit sa fonction publique. Elle a été conservée mais sa gestion a été réformée de manière importante. Le changement de politique budgétaire a été très important au Canada, combiné avec le changement de politique monétaire. Je sépare les deux.

Henri Sader

Absolument. Justement pour revenir à votre propos, l'essentiel du changement vient de la baisse des taux d'intérêt.

Naime Schumann

J'ai une opinion différente. Permettez moi de répondre à la question posée, « quelle croissance pour la France ». D'un seul mot, aucune. L'exploitation des ressources naturelles, les guerres économiques ont favorisé l'oligarchie au détriment du reste de l'humanité. Les ressources naturelles ont été épuisées avant que des solutions technologiques de substitution aient été mises en place. Cet épuisement des ressources est de plus à l'origine de catastrophes naturelles. L'année 2005 reste tristement célèbre par le nombre de catastrophes survenues dans un laps de temps aussi court.

Alain Parguez

Je clos la session de la matinée.

TROISIEME SESSION

L'AMERIQUE LATINE ET LE JAPON

Luiz Carlos Bresser Pereira

Professeur à la Fondation Gutelio Vargas, Ancien ministre des Finances, Brésil

Dans un article, j'ai comparé ce que j'appelle « l'orthodoxie conventionnelle » (le consensus de Washington, les recommandations que le FMI, la Banque mondiale, le gouvernement américain d'une manière générale font aux pays en développement) et ce que j'appelle les « nouveaux développementistes ».

L'idée est que pendant 50 ans, le Brésil et l'Amérique latine, entre 1930 et 1980, ont connu une forte croissance en suivant une stratégie nationale de développement. Cette stratégie s'appelait « national-développementiste ». Au Brésil, Gutelio Vargas a initié ce processus dans les années 30. Cette stratégie de croissance a rencontré des problèmes dans les années 70, avant d'entrer en crise dans les années 80. Cette crise a permis à l'orthodoxie conventionnelle de devenir absolument dominante à la fin des années 80.

Le résultat a été que le Brésil a connu une croissance proche de zéro les 25 dernières années, plus basse que la croissance française. Cela est absolument inacceptable. Mais on dit toujours aux brésiliens qu'il n'existe pas d'alternative.

le Brésil a connu une inflation très forte et en 1994, les prix ont été stabilisés par l'application d'une théorie de neutralisation de l'inflation, développée, par les économistes brésiliens : la théorie de l'inflation indexée.

Nous connaissions une inflation d'au moins 30% lorsqu' en 1994 a été introduite pendant trois mois une monnaie « index ». Les salaires et les prix ont été convertis dans cette monnaie. Trois mois plus tard, l'inflation était maîtrisée. Après

l'introduction au Brésil de cette politique totalement non orthodoxe, on est revenu à une politique absolument conventionnelle. Le résultat a été désastreux : il n'y a plus de croissance. Nous avons connu aussi deux crises de la balance des paiements. L'une de ces crises a vu l'élection de Luiz Ignacio Lula da Silva, issu d'un parti de gauche, le Parti des Travailleurs. Le programme de ce parti était de changer entièrement la politique. Il proposait des mesures entièrement populistes, une croissance très forte, une renégociation de la dette... Quand je suis arrivé au gouvernement, nous vivions aussi une crise et si nous avons adopté une politique très conventionnelle, c'était seulement pendant six mois pour restaurer la confiance. Au bout de quatre ans, l'opportunisme de Lula l'a conduit à se soumettre aux financiers brésiliens, aux rentiers brésiliens, au FMI, et aux gouvernements des pays riches...

Cette politique est une trahison. Lula va probablement remporter à nouveau les élections car il a été capable ces deux dernières années, avec la dévaluation du real et la baisse des taux de change d'augmenter fortement les salaires. C'est ce que nous appelons le « populisme des taux de change ».

Par ailleurs, Lula ayant augmenté le système du revenu minimum, une grande partie de la population pauvre du Brésil reçoit chaque mois une allocation. La situation est très curieuse : d'un côté il favorise très fortement les riches et le système financier, mais d'un autre côté, il favorise les très pauvres, avec ce système d'allocation ou de revenu minimum. Lula sera donc probablement réélu.

Je voudrais aussi vous parler de la France, de l'Union européenne, sujet du colloque aujourd'hui.

Ce que je vois en France est très curieux. La droite, en France, veut précariser le travail, réduire l'état social. La gauche voudrait copier la politique macroéconomique américaine, le dynamisme de sa consommation. Tout le monde veut donc copier la France ! Il faut pourtant choisir ou peut être ne choisir ni l'une ni l'autre de ces alternatives. Il est évident qu'un pays comme la France est beaucoup plus juste que les Etats-Unis. Copier la précarisation américaine n'est pas souhaitable.

S'inspirer de la macroéconomie keynésienne, pourquoi pas ? Il faut faire une grande différence cependant entre la politique budgétaire et la politique monétaire. Il faut

regarder les résultats. Que dire du déficit du compte courant des Etats-Unis, du déficit public ? De l'énorme dette de l'Etat et des familles ?

Aux Etats-Unis, la croissance est plus forte qu'en France. Mais la crise pour ajuster l'économie est inévitable. Je ne crois pas au « soft landing » de l'économie américaine. Même si les japonais et les chinois n'ont aucun intérêt dans cette crise. Un déficit de la balance des paiements aussi grand et prolongé est insoutenable. La croissance forte des Etats-Unis s'appuie sur l'endettement et les Etats-Unis ne s'endettent que dans leur propre monnaie, ce qu'ils sont les seuls à pouvoir faire. Cela fait une différence importante. Mais le dollar américain, surévalué, devra être dévalué. Au moment de la dévaluation, vous verrez que le taux de croissance américain ne sera plus si élevé par rapport à la France.

Vous êtes tous excessivement pessimistes sur la situation de votre pays. Le taux de croissance n'est pas bon mais pas mauvais non plus. Vous avez un merveilleux pays ! Le gros problème est celui du chômage, mais celui-ci pose une question : quels sont vraiment les problèmes fondamentaux de l'économie française aujourd'hui ? Ils sont de trois ordres.

Le premier est le relatif immobilisme de la politique monétaire de l'union européenne, qu'exprime particulièrement le mandat unique de la BCE. Vous avez fait un pacte avec le diable avec ce mandat unique (que nous connaissons également au Brésil, c'est désastreux). La banque centrale devrait avoir un mandat triple : celui de l'inflation, de l'emploi et d'un taux d'intérêt raisonnable. M. Galbraith s'est très bien exprimé sur le sujet. Il y a une très grande différence entre la politique budgétaire et la politique monétaire. Il faut copier la politique monétaire américaine mais pas la politique budgétaire.

Le deuxième problème, mon sujet de prédilection, est le retard pris par la France à s'engager dans la réforme de la gestion publique.

La fonction publique est essentielle et il ne faut pas la désorganiser. Mon expérience pratique et intellectuelle me fait dire que presque tous les pays d'Europe, à l'exception notamment de la France, ont fait une réforme importante de la gestion publique. Cette réforme est à mon avis la deuxième dans l'histoire de l'Etat moderne. La première est la réforme bureaucratique qui a eu lieu en France dans la deuxième

partie du 19^{ème} siècle, comme dans d'autres pays européens. La deuxième réforme commence dans les années 80, en Angleterre, en Nouvelle Zélande et en Australie, quand les gouvernements étaient travaillistes, pas conservateurs.

Aujourd'hui, après une résistance forte, cette réforme étant considérée comme néo-libérale, la fonction publique est plus forte et son prestige augmente. Toute l'idée est de rendre le système plus efficient, plus flexible et d'adopter certaines stratégies économiques du secteur privé en conservant toujours le caractère public.

Tous les pays scandinaves ont adopté cette réforme, cela ne signifie pourtant pas qu'ils sont devenus des pays néo-libéraux.

Les universités françaises, comme les universités allemandes, sont restées traditionnelles, étatiques ; dans ce domaine vous devriez copier les Américains, qui ont des universités beaucoup plus fortes et compétitives. L'idée centrale de la réforme de la gestion publique est de faire que les types d'administrations qui n'ont pas de pouvoirs d'Etat, comme c'est le cas des universités ou des hôpitaux, demeurent publics mais tout en laissant la compétition s'installer entre elles.

Troisième problème : la contradiction entre la compétition représentée par la main d'œuvre bon marché existant dans les pays en développement et la solidarité, base de la société européenne.

Ce problème a débuté dans les années 70 quand apparaissent les *New industrialized countries* (NICs). Cela explique la pression pour la précarisation du travail dans les pays développés mais je crois que l'on exagère fortement le problème de la globalisation.

En effet, la France a plus de problèmes de compétitivité avec les pays de l'Europe de l'Est qu'avec la Chine, la compétition étant plus directe. En ce sens, les solutions scandinaves qui augmentent la flexibilité du travail sans augmenter la précarisation du travail sont intéressantes. Il ne faut pas oublier que votre solidarité a une base non seulement morale mais aussi économique, elle augmente la motivation des travailleurs et l'identification de celui-ci avec son entreprise.

Je vous remercie.

Julio Lopez

Professeur à l'Université de Mexico, Mexique

Tout d'abord, je vous remercie pour cette invitation et pour votre présence à cette heure, d'autant que je viens d'un pays où la sieste est de rigueur !

Je vais essayer de vous résumer ce que vous pourrez tirer de l'exemple mexicain. Le Mexique fait 87% de son commerce extérieur avec les Etats-Unis. L'ALENA ne l'a pas beaucoup modifié (avant la signature des accords, le chiffre était de 80%). Le taux de croissance de l'économie mexicaine est très faible. L'ALENA ne l'a guère augmenté. Si son existence a permis à Mexico de recevoir une aide substantielle lors de la crise de 1994, cette crise a été due à une ouverture trop rapide et poussée de l'économie provoquée par l'ALENA.

L'élection présidentielle aura lieu dimanche, le futur est incertain. Le débat économique reste un peu obscur et les positions des partis ne sont pas très différentes. Par exemple, le candidat de la gauche essaie de rassurer les entrepreneurs et les financiers en leur disant que les choses ne vont pas beaucoup changer.

La première question est de savoir ce que l'on pourrait faire et si l'on pourrait faire autrement, dans un pays qui est pauvre. Il faut donc d'abord dire qu'il y a bien des choses à changer, à court terme du point de vue économique. Le gaspillage de ressources est très grand et le chômage atteint 40% de la population active. On peut voir cela comme le verre d'eau à moitié vide ou à moitié plein. La moitié vide signifie que c'est un énorme problème, la moitié pleine qu'il reste d'aussi énormes possibilités de ressources en main d'œuvre !

Le Mexique n'a pas, loin de là, le niveau d'industrialisation de la France. L'industrie y est précaire mais existante et les chefs d'entreprises pensent qu'avec des investissements suffisants, on pourrait augmenter la production industrielle d'environ 25/30%. Quel est ce pourcentage en France ? Je pense que la France a aussi des possibilités très grandes.

Comment mobiliser ces potentialités ? Il y a la possibilité d'une relance conduite par les dépenses de l'Etat. Cela supposerait une coordination avec les autres économies latino-américaines, ce qui est peu envisageable en Amérique du Sud mais possible en Europe.

Un capitalisme à visage humain est difficile dans un seul pays, y compris en France. En Amérique latine, le déficit de la balance des paiements entraîne immédiatement une fuite des capitaux, nos monnaies étant « sans réputation », voilà la difficulté.

Dans notre cas, une relance de n'importe quelle sorte et dans n'importe quel pays nécessite une amélioration immédiate de la compétitivité, sans quoi apparaît le problème de balance des paiements à très court terme.

L'Espagne se trouve dans cette situation. Elle a avancé un peu plus vite que le reste de l'Europe en réduisant énormément son taux de chômage, grâce à sa bonne croissance, mais aussi grâce à une réduction brutale de la productivité du travail. Est-ce, au fond, une bonne affaire ?

Je le répète, il est nécessaire d'améliorer la compétitivité de l'économie, et c'est aussi le cas du Mexique. On entend généralement par là une chute des salaires, même si on ne le dit pas aussi clairement, ce à quoi je m'oppose !

On parle de flexibilisation du marché du travail, CPE, CNE... Ce ne sont pas des inventions françaises et elles sont plutôt « dans l'air » dans tous les pays, y compris avec des gouvernements de gauche. Le Mexique a connu des pressions pour flexibiliser le marché du travail, alors que celui-ci est déjà absolument flexible. Les salaires réels peuvent par exemple chuter de 40% en deux ans.

C'est la croissance économique qui permet de faire baisser significativement le chômage, ce qui est un problème macroéconomique. La flexibilisation du travail n'a aucun impact.

Pourquoi les entrepreneurs augmenteraient ils leur production sous prétexte qu'ils peuvent se débarrasser de la main d'œuvre. L'augmentation de la production dépend de celle des débouchés, pas de la flexibilité.

Supposons qu'effectivement les entrepreneurs, au vu de cette plus grande flexibilité, embauchent plus de monde. Il leur faudra vendre ensuite leur production et pour

cela il faut que la demande augmente. Selon une règle comptable relativement simple, si on embauche moins, ces personnes ne peuvent acheter. L'augmentation de la valeur de la production est égale à l'augmentation des coûts salariaux plus l'augmentation des profits. Ces personnes nouvellement embauchées ne peuvent acheter, sauf à ce qu'il y ait un investissement plus grand, qui compense ces différences. Ces idées ont été énoncées en 1936 par Keynes, la lecture des classiques est donc utile.

Supposons maintenant, pour être encore plus généreux, que les entreprises augmentent embauches et investissement. Il y a alors augmentation de l'offre et de la demande, apparemment voilà le cercle vertueux. Mais, une économie connaissant ce type de relance devra augmenter ses importations qu'elle devra payer en mobilisant ses réserves de devises. Au bout d'un certain temps, celles-ci seront épuisées, sauf augmentation des exportations, ce qui suppose une augmentation des dépenses dans tous les pays.

Nous voilà donc revenus au problème de la contrainte extérieure. Si c'est pour nous un problème évident, il n'est pas apparu comme tel dans le débat français.

Si la contrainte extérieure existe, il y a moyen d'y répondre. Je vous ai déjà dit que la baisse des salaires n'est ni un moyen efficace, ni juste. Surtout, cela déclenche des situations inflationnistes.

Il existe une autre façon d'envisager l'histoire. On pourrait penser qu'une dépréciation de la monnaie pourrait aider. S'il y a une dépréciation de la monnaie, il y aura nécessairement une chute des salaires réels. Pour que la compétitivité augmente, il faut que le taux d'augmentation des prix soit plus réduit que le taux de dépréciation de la monnaie. Mais, pour que les prix augmentent moins que la dépréciation de la monnaie, il faut que les salaires s'accroissent moins que les prix.

A court terme, dans le cas mexicain on peut envisager une dépréciation de la monnaie nationale, sans conséquences négatives sur le pouvoir d'achat des travailleurs. On peut le faire en « subventionnant » la production, de façon à ce que les prix n'augmentent pas avec la dépréciation. Cela est faisable au Mexique.

Autre débat : la possibilité de réduire les charges sociales, l'Etat en prenant une partie à sa charge, les entreprises en contrepartie devant baisser leurs prix. Cela doit se faire par négociation. Je reprends les écrits de John Galbraith. A l'occasion d'un conflit entre le président Kennedy et la *United States Steel corporation* qui voulait augmenter les prix sans augmenter les salaires, Galbraith a conseillé à Kennedy de forcer la main de l'entreprise. La démocratie fonctionne ainsi et cela est juste.

Je voudrais maintenant revenir sur un point abordé au début de mon intervention : celui de l'opinion publique. J'ai suivi le conflit du CPE. Une chose m'a étonnée : au pire moment du conflit, les sondages situaient le soutien à M. de Villepin à hauteur de 42%. Quand l'idée du CPE a été lancée, le premier ministre recueillait 50% d'opinions favorables. Pour une mesure qui va clairement contre les travailleurs, politiquement affreuse et économiquement absurde, 42%, c'est considérable ! Pourtant la France est un pays où l'opinion publique est plutôt à gauche par rapport à d'autres pays.

Depuis 20 ans, nous vivons une offensive contre le modèle social démocrate, offensive qui atteint même les pays scandinaves. L'opinion publique a beaucoup été impressionnée par les médias !

Je conclus par une phrase de Keynes sur l'opinion publique : « si effectivement l'opinion publique ne pouvait être changée, discuter des affaires publiques serait une perte de temps. Et quand bien même refléter l'opinion publique du moment serait une obligation pour les journalistes et les politiciens, nous les écrivains devons surtout nous occuper à définir ce que l'opinion publique devrait être ».

Nous devons donc présenter des propositions qui aideraient au changement de l'opinion publique dans un sens progressiste.

Pierre-Yves Collombat

Je reviens sur vos propos sur l'état de l'opinion et sur le débat sur le CPE, qui était tout à fait surréaliste.

Selon le Ministre du travail, la réponse au problème du chômage des jeunes se trouve dans le Code du travail. C'est évidemment absurde. Pour qu'un entrepreneur embauche, il faut d'abord qu'il pense trouver un débouché au supplément de production que permettra l'embauche, ce qui est un problème de politique économique. Il faut ensuite qu'il trouve une personne qui correspond à ses attentes, ce qui est un problème de formation. Pour le ministre du travail, si les espagnols ont réduit le chômage, c'est grâce à la flexibilisation ! Pas un mot sur l'endettement des ménages espagnols. La technique est simple, on constate qu'il y a un problème : le chômage. Problème essentiellement dû à la politique que l'on mène. On cherche des remèdes qui évidemment ne modifient pas la politique que l'on mène. Alors, on grignote sur les bords, on parle de la couleur des murs, de la flexibilité etc. Dans nos assemblées, les débats sont souvent affligeants, d'ailleurs il n'y en a pas. On produit des discours parallèles... En tous cas, si vous soutenez que pour régler le problème de chômage, il faut réformer la politique économique, vous êtes tout simplement ringards, vous n'êtes pas modernes ! L'état de l'opinion est tel que nous avons fort à faire, mais nous avons l'avenir devant nous !

Alain Parguez

Je donne maintenant la parole à Marc Humbert qui nous parlera du **cas du Japon**.

Cher Alain, chers amis, c'est avec grand plaisir que je me trouve parmi vous. J'ai déjà beaucoup appris depuis ce matin.

Avant de passer au Japon, je vais essayer de poursuivre le débat. Beaucoup de points m'ont paru essentiels. Si certains paraissent banals, c'est que cette banalité est passée de mode. On préfère la télévision, les discours, à l'observation du réel qui nous entoure, par exemple ce qui se passe au Japon, dont on dit n'importe quoi, pour en tirer des enseignements pour la France.

Or, l'observation des caractéristiques réelles de nos économies n'est pas si facile, et cela pour plusieurs raisons.

- premièrement, l'outil statistique est modelé sur les modèles théoriques, ce qui pose énormément de problèmes. En effet, les statistiques nous montrent ce que les modèles théoriques ont envie qu'on nous montre. On est très mal équipé. Nous avons discuté de taux de chômage, mais ils sont calculés de mille et une manières. Alain Parguez pense, beaucoup sont prêts à y souscrire, qu'en France 30% de la population est sous employée. Dans beaucoup d'autres domaines on se pose le même type de problèmes. On parle de croissance mais qu'est ce que cette croissance mesurée par le PIB tel qu'il est calculé ? D'autres calculs, par exemple celui du progrès véritable aux Etats-Unis, montrent que depuis les années 70, on a fait beaucoup en matière de progrès véritable.

L'outil statistique n'est pas le meilleur que nous puissions avoir, s'agissant de la mesure des inégalités notamment.

- Deuxièmement : les observateurs sont toujours des interprètes et ils tendent à prendre leurs rêves pour des réalités. On nous a dit qu'il ne fallait pas rêver les Etats-Unis, que l'on a beaucoup encensés. Mais il ne faut pas rêver l'Europe qui elle n'existe pas. On a la BCE d'une Europe qui n'existe pas. Il faut converger mais il n'y a pas d'Europe sociale et chacun conserve ses acquis. Méfions nous, l'Europe est rêvée, en France ou à l'extérieur. Quelqu'un a dit que la plupart des français sont des

européens convaincus mais rien n'a jamais été proposé ! Politique fiscale, budget européen ! Il n'y a pas de politique fiscale européenne et donc pas de budget européen.

- Troisièmement : les dirigeants politiques en place veulent rester en place. Ils défendent leur bilan, leur idéologie officielle et le meilleur défenseur « officiel » du modèle américain, c'est Bush, même s'il a des pratiques quelque peu différentes de ses prédécesseurs.

Pour toutes ces raisons, il est très difficile de s'attaquer au monde réel, de le décrire et, en ayant conscience des véritables problèmes, d'essayer de les résoudre.

Nous sommes à peu près d'accord sur un ensemble de points que j'appellerai notre idéal démocratique commun. Notre idéal est que la population soit occupée. On parle de chômage, mais on devrait parler d'emploi. Le principe est d'ailleurs inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et repris par notre constitution « tout le monde a le droit à un emploi ». Cependant, j'ai eu l'impression qu'on parlait plutôt de loisirs, des 35 heures, de la retraite anticipée... de personnes occupées, mais avec des revenus ! S'agissant des personnes inoccupées et sans revenus, on ne peut améliorer la situation sans croissance, sauf à modifier la répartition des rôles et des places.

Cette croissance, qui dans beaucoup de pays sur de longues périodes, a chuté régulièrement, dépend d'un certain nombre de conditions. Si l'on considère la croissance moyenne sur 40 ans, en France, les taux moyens de croissance, décennies par décennies, chutent. Décennie des années 60 : 5,6 %, décennie des années 70 : 3,4 %, décennie des années 80 : 3,6 %, décennie des années 90 : 2 %, depuis 2000 : 1,5 %. Parallèle amusant, cette chute est corrélée avec la décroissance des taux moyens des droits de douane ! Celui qui croit que la croissance est liée au commerce international doit se tromper puisque le commerce international lui s'est accru. On va y revenir car je suis persuadé que les Etats-Unis sont un pays fermé, que le Japon est un pays fermé ce que malheureusement l'Europe n'est pas.

Il faut trouver les moyens de payer les salaires, permettant ainsi consommation et investissement, bref la circulation des marchandises et des richesses.

Le problème est qu'autant de situations de succès correspondent à autant de cas différents voire opposés. Les caractéristiques réelles de ces situations sont très différentes les unes des autres. Pire encore : il y a des économies réelles présentant les mêmes caractéristiques et qui ont pourtant des taux de croissance très différents.

La conclusion est donc que la politique a ici sa place. Manifestement, il faut manier les théories avec des pincettes, s'en servir à bon escient dans des contextes toujours différents. Cela redonne sa place au débat démocratique, que nous n'avons pas dans nos parlements.

Le Japon a été, un moment, un miracle. Le miracle d'un pays qui s'industrialise puis s'est retrouvé en plein marasme pendant une bonne dizaine d'années, est très différent aujourd'hui de ce qu'il était dans le passé. C'est devenu la deuxième économie de la planète, alors qu'il a été classé dans les pays sous développés et qu'on a prétendu que jamais ce pays ne pourrait s'industrialiser.

Aujourd'hui, en 2006, le taux de croissance du Japon est de 2,8%, le taux de chômage de 4,6%, comme aux Etats-Unis. Il s'est donc passé quelque chose mais la théorie au Japon n'est pas forcément celle affichée par son premier ministre. Cela montre que chacun peut agir comme il l'entend, même quand on tente de le contraindre de faire autrement.

Au début des années 90, on a conseillé aux japonais de faire comme les américains : « la croissance marche très bien, il faut faire de la déréglementation, vos marchés sont trop contrôlés par l'Etat, vous devez avoir un peu plus l'esprit d'entreprise, du capital risque, distribuer des dividendes à vos actionnaires ... ». Le Japon a donc essayé de faire un peu de capitalisme sauvage. Des malversations financières ont été commises, le manque d'intervention a été à l'origine d'une crise bancaire formidable. En dépit des nationalisations qui ont suivi, il y a eu une grande pagaille. La crise immobilière a été très importante. Le nombre d'embauches a diminué et surtout les jeunes ont souffert fortement de la montée significative du chômage et de la précarisation du travail, changement culturel pour beaucoup d'entre eux.

Un certain nombre de dissidents se sont exprimés de façon plus ferme à partir du début des années 2000. La dissidence est venue de la société civile mais aussi, et cela est plus spectaculaire, de certaines grandes entreprises, comme *Toyota* ou *Canon*.

Toyota, en 1962, avait inventé l'emploi à vie, qui n'existait pas jusque là dans les entreprises japonaises. Ils ont fait un pacte avec les salariés afin qu'ils collaborent à la « communauté » entreprise. Les entreprises japonaises sont des communautés. Pas toutes, mais une grande partie d'entre elles, ainsi que beaucoup de PME. Cela a une signification importante. Les syndicats français ont ri de ce pacte entre les syndicats japonais, qui abandonnaient la lutte et les grèves contre le patronat, pour décider que chaque année au premier avril on discuterait des augmentations de salaires et collaborer au fonctionnement de l'entreprise. Résultat, en 1990, les salariés japonais avaient un niveau de vie bien supérieur à celui des salariés français, qui avaient continué à faire grève (je ne suis pas contre le droit de grève !). On a aussi ri car les japonais ont des syndicats d'entreprise, alors qu'en France nous avons des syndicats par branche, interprofessionnels.

Ce sont ces entrepreneurs qui ont commencé à donner de la voix début 2000, notamment *Fujio Mitarai*, PDG de *Canon*, qui est devenu au début de l'année le président de l'équivalent du Medef. Il a défendu l'emploi à vie pour les entreprises qui, selon lui ne sont pas là pour reverser des dividendes aux actionnaires mais pour faire fonctionner le Japon. C'est une manière de renverser le fameux slogan « ce qui est bon pour *General Motors* est bon pour l'Amérique » : « ce qui est bon pour le Japon est bon pour *Canon* ou pour *Toyota* ». M. *Fujio Mitarai* a également déclaré qu'il ne fallait pas se préoccuper de l'efficacité de la productivité. Le Japon est le pays de l'inefficacité. Comment voulez avoir des emplois si les gens sont hyper productifs. Il a déclaré textuellement « il faut garder les petits restaurants, les petits distributeurs, c'est indispensable au fonctionnement du Japon et il nous est égal qu'il ne soient pas productifs ! ».

L'autre point dont on a pas parlé est la recherche et développement. Les japonais sont des capitalistes, mais qui fabriquent quelque chose. Ce sont des artisans dans l'âme. La productivité des artisans est faible, mais tout dépend du prix que l'on paie. Au Japon, l'inflation est nulle, mais les prix sont élevés ! Les prix des biens non concurrencés sont extrêmement élevés par rapport aux prix européens.

Les entreprises japonaises sont donc des communautés où l'on travaille, apprend et où l'on a le plaisir de l'ouvrage bien fait. Essayer de faire le mieux possible des produits intéressants et pratiques.

Le coût du travail est extrêmement important.

Les choses évoluent : actuellement chez les hommes, 16% travaillent à temps partiel ou précaire, 50% des femmes, ce qui est extrêmement important. 15% de la population a des revenus inférieurs à la moitié du revenu moyen. Il semble que ce soit un des pays les moins inégalitaires de l'OCDE. Il y a une cohésion sociale extrêmement forte... La population est vieillissante mais l'âge de la retraite a été reculé.

On est en train, au Japon de réinventer une sorte de modèle, dont on peut essayer de tirer quelques leçons mais avec réserves. En effet, ce modèle repose sur des bases culturelles et un fonctionnement de la société qui n'est pas le nôtre. Il nous faut donc imaginer collectivement quelque chose qui pourrait fonctionner en France.

Alain Parguez

Avant le début de la table ronde, je voudrais ajouter quelques remarques à ton remarquable exposé. M. Koizumi a voulu commencer à rembourser la dette publique. Qui s'est unanimement opposé à rembourser cette dette ? Les banques japonaises !

Deuxième point, nous avons un collègue japonais, intervenu lors d'un colloque sur Keynes en 1983. Il m'avait alors dit qu'il ne connaissait aucun pays qui soit aussi obsédé que la France par la productivité et qui méprise autant la culture du travail. Finalement, c'est Jean-Baptiste Say qui règne sur la France !

TABLE RONDE

L'ETAT DE L'ECONOMIE FRANCAISE ET LES CONDITIONS DU RETABLISSEMENT DE LA CROISSANCE

Jacques Fontanel

Professeur à l'Université de Grenoble II

J'ai entendu beaucoup de choses ce matin et je partage beaucoup des idées présentées par Marc Humbert dont j'ai trouvé l'exposé particulièrement éclairant.

Je voudrais dire deux choses. La première : on oublie trop que l'économie est d'abord politique. Nous sommes au Sénat et je me souviens de ceux qui autrefois nous y représentaient: des paysans, quelques ouvriers... Maintenant ce sont des énarques, des gens qui se sont approprié l'Etat et qui constituent une sorte de fonction nobiliaire. Ils pensent être les seuls à pouvoir diriger l'Etat. C'est un vrai problème : la France est marquée par cela. On parle beaucoup des rapports entre MM Sarkozy et Villepin, mais très peu des problèmes fondamentaux du chômage et de tous ce qui concerne directement les Français. Malheureusement, en France, la démocratie a disparu.

Deuxième chose que je voulais dire : s'il peut être très positif parfois, d'avoir des gens très compétents au sommet de l'Etat, au bout d'un moment non seulement ils se l'accaparent mais donnent l'impression que l'intérêt public est le leur. L'intérêt collectif est bien difficile à définir.

Je suis quelqu'un qui est plutôt influencé par Keynes, mais pas seulement car je pense qu'il faut aller dans le détail des choses. Par exemple, lorsqu'on veut réduire le déficit public, je pose la question : on réduit quoi ? On me dit : la sécurité sociale... Mais ce que l'on vit en France, par rapport aux pays nord américains par exemple,

est absolument remarquable. La qualité de la prise en charge de la maladie est remarquable. Faut-il le perdre ? N'est-ce pas une sécurité pour les gens par rapport à l'avenir ? Une qualité extraordinaire qu'il ne faudrait pas oublier. Ce n'est pas l'endettement qui est grave, mais sa structure : on s'est endetté pourquoi et comment. On s'est endetté pourquoi : pour assurer le futur, pour l'enseignement, la formation ? Ou parce que l'on a bu beaucoup de champagne. Ici, j'ai entendu que c'était la même chose. Pour moi, pas du tout. Il y a l'immédiat et le futur qu'il ne faut pas confondre. S'endetter beaucoup pour investir sur l'avenir, que les générations futures paient pour ce que l'on a créé me paraît assez légitime. Au fond, si je prépare des gens pendant 20 ans pour qu'ils aient une belle société et la formation pour le faire, qu'ensuite ils aient, en partie, à rembourser le travail que nous avons fait pour eux ne me paraît pas illégitime. Je me rappelle que le professeur Robert Eisner disait toujours que dans les dépenses publiques, il faut distinguer celles qui sont des valeurs d'avenir, on construit une route pour longtemps, et ne pas mettre toutes les dépenses dans le même sac.

Les structures sont donc au moins aussi importantes que les quantités.

Autre point, dont Marc Humbert a parlé, nous ne traitons que des flux jamais des patrimoines. C'est pourtant ce qui devient le plus important à mon avis dans les années qui viennent. Toutes les théories économiques qui n'abordent que les flux oublient ce qui est essentiel dans les décisions économiques, la constitution de patrimoine. C'est à partir des patrimoines que se font la consommation, l'investissement etc.

L'oublier, c'est oublier beaucoup d'aspects des comportements des agents économiques.

La France connaît à mon sens, indépendamment de celui de l'énarchie, deux autres problèmes majeurs.

Ce que Paul Krugman appelle le « *crony capitalism* », c'est-à-dire la corruption, les ententes, les marchés truqués... qui ne crée pas du tout un système de concurrence.

L'autre grand problème est que nous n'avons plus du tout de politique industrielle. Les Etats-Unis mènent une politique industrielle via la recherche et développement militaire, via les dépenses militaires. La R&D militaire américaine équivaut à deux

fois nos dépenses militaires dans leur ensemble. J'ai toujours été frappé par une chose : à court terme, la R&D militaire a peu d'impact sur le civil, mais quand on regarde ensuite les grandes filières qui ont créé le développement, on se rend compte qu'elles ont pratiquement toujours été militaires. Quand on voit ce que les Etats-Unis dépensent en R&D militaire, cela signifie que dans 15 ans ils seront maîtres de tous les grands secteurs. Sur ce point la France est complètement débordée et l'Europe n'existe pas. Nous sommes dans ce domaine des nains. Faut-il pour autant devenir des forces ? Je n'en suis pas sûr. Mais il faut bien comprendre que l'on a perdu à la fois le domaine militaire, celui dont dépend la société du futur et les investissements nécessaires au monde industriel.

Je ne vais pas en dire plus, étant sur beaucoup de points en accord avec Marc Humbert.

Jean-Paul Guichard

Tout à l'heure Marc Humbert disait qu'il n'y avait pas d'Europe. Effectivement lorsque l'on voit l'affaire Arcelor et qu'on pense au début de la construction européenne fondée sur le charbon et l'acier, quel symbole !

Si la croissance à taux décroissant, comme cela a été évoqué, concerne la France, je ne suis pas sûr qu'il en aille de même pour l'économie mondiale. Actuellement la croissance mondiale est de l'ordre de 3 ou 4% ; l'Europe, elle, est complètement à la traîne. Cela montre l'ampleur du déclin européen. Avec toutefois la difficulté de la comparaison et de la mesure entre des économies différentes. Raisonne-t-on en dollar ou bien en pouvoir d'achat ? Cela change considérablement le résultat. Au-delà de cet aspect cela pose la question des statistiques et même du bricolage des statistiques, de la conception et de l'orientation qu'on leur donne. Elles sont suivant les cas et les intérêts sous ou surestimées. De façon récurrente, les chinois sous-estiment très largement leurs exportations. Ils ne comptent pas les résultats des sociétés étrangères implantées en Chine ou les joint ventures, ce qui les amènent à une sous-estimation d'au moins 50% voire davantage. Récemment d'ailleurs les Américains s'inquiétaient

de ce « bricolage ». Tout cela fait partie d'une stratégie politique qui peut passer par une information truquée.

En ce qui concerne la remarque sur la productivité de M. Humbert : en France, on est champions du monde de la productivité. C'est extraordinaire quand on compare le PIB par tête, on est très en deçà des américains, mais en ramenant cela à l'heure travaillée, nous sommes les troisièmes en terme de productivité. Cela s'est fait dans des secteurs protégés par nature, par exemple la distribution. Où est l'intérêt de développer la productivité dans la distribution, ce qui coûte cher en termes d'emplois ?

Autre secteur stratégique à développer où l'on retrouve la question des taux d'intérêts bas, c'est le secteur de l'immobilier et du logement. Actuellement, une bonne partie des français ne souffre, pas seulement de la précarité du travail et du chômage mais aussi de ne pouvoir se loger parce que les loyers sont de plus en plus élevés. Dans un tel contexte, il me paraît extrêmement important de faciliter l'octroi de prêt pour l'achat ou la construction de logements. Cela aurait également pour effet de favoriser le secteur de la construction, largement abrité de la concurrence extérieure.

Bertrand de Largentaye

Docteur, Notre Europe

Permettez moi d'abord de rendre hommage à John Kenneth Galbraith, une grande lumière s'est éteinte, une lumière qui alliait l'acuité intellectuelle, le sens des réalités à une grande élégance d'expression et à beaucoup d'esprit. Nous sommes réunis pour témoigner de l'actualité des idées qu'il a toujours défendues.

Je précise selon l'usage que je m'exprime à titre personnel, sans engager en quoi que ce soit mon employeur.

Je voudrais d'abord présenter quelques observations, qui nous invitent à un effort de clarification sémantique puis suggérer quelques pistes de réflexions et d'actions, en vue de l'échéance de 2007.

Observons d'abord les entorses que subit la loi du marché, chaque fois que les pouvoirs publics sont décidés à accorder la priorité à la croissance. Je prends trois exemples : les Etats-Unis de la Seconde Guerre Mondiale, les Trente Glorieuses et la Chine d'aujourd'hui.

Ce n'est pas le *New Deal* de Roosevelt qui a permis le retour du plein emploi aux Etats-Unis mais bien l'effet sur la demande des commandes militaires de la Deuxième guerre. La production américaine a doublé en 4 ans, de 1941 à 1945. Ce qui est intéressant sur le plan économique, c'est le coût en termes d'entorses à l'orthodoxie, qu'il a fallu consentir pour parvenir à ce résultat. La dette publique est passée de 40 à 110% du PIB, ce qui apparaît dans le livre de MM Parguez et Bliet. Un contrôle des prix sévères administré par le père de James Galbraith fut mis en place pour empêcher toute dérive inflationniste, ce qui revenait à rendre inopérante la première loi d'une économie de marché, la liberté des prix. Un système autoritaire de répartition des matières premières vit le jour.

Essayons maintenant de nous rappeler ce que furent les Trente Glorieuses, le plein emploi et même le suremploi, en ce sens qu'il était largement fait appel à l'immigration, pour répondre à une offre d'emplois pléthorique, furent obtenus dans un contexte de crises à répétition. Hausse des prix, contenue tant bien que mal par des mesures de taxation, déficit budgétaire, déséquilibre de la balance des comptes, dévaluations du franc. On était bien loin de l'économie de marché pure et dure.

Troisième exemple, la Chine et l'Inde aujourd'hui. Est-on sûr que la croissance économique actuelle ne doit rien à la stabilité financière qui résulte du maintien du contrôle des changes dans ces pays ? La crise de 1997-1998 a d'abord frappé les pays d'Asie de l'est qui s'étaient affranchis du contrôle des changes pour se conformer aux prescriptions du FMI et de la Banque Mondiale.

Autant dire que les lois d'un certain libéralisme économique où le rôle de l'Etat serait réduit au minimum, n'ont pas été la caractéristique première des périodes de plein emploi.

J'ai évoqué la nécessité d'un effort pédagogique, d'un effort de clarification sémantique. De quoi s'agit-il ? Tout simplement de s'entendre sur le sens des mots et d'abord sur le sens de deux mots : l'épargne et la monnaie.

L'épargne dans le système monétaire dans lequel nous vivons n'a rien à voir avec l'épargne physique d'une économie agricole, contrairement à ce que pensent encore une majorité de nos concitoyens. L'épargne n'est pas une production que l'on met de côté en vue de financer un investissement futur. L'épargne est une résultante entièrement déterminée par l'investissement. Mais ce n'est pas pour autant un axe sans incidences sur le niveau de l'activité économique. Il faut comprendre qu'en première analyse, un acte d'épargne individuel n'affecte pas l'épargne collective puisque d'autres acteurs économiques devront se priver d'une épargne de même montant mais qu'en deuxième analyse, cet acte d'épargne en tant qu'il réduira la consommation aura un effet déprimant sur la demande et donc sur l'épargne collective elle-même. Autrement dit, l'acte individuel d'épargne a pour effet de réduire l'épargne collective. Comment faire comprendre cette vérité qui n'est pas frappée au coin du bon sens ? Il faut la répéter, tant il est vrai que la répétition est la base de toute bonne pédagogie. Il faudrait aussi enseigner la fable des abeilles aux enfants dans les écoles. Il faut marteler que ce n'est pas l'épargne mais la monnaie, le crédit en d'autres termes, qui finance l'investissement. Keynes disait en 1930 devant la commission Mac Millan : « Vous dites que nous ne faisons rien parce que nous n'avons pas d'argent mais c'est précisément parce que nous ne faisons rien que nous n'avons pas d'argent ! ».

La nature de la monnaie actuelle est l'autre grand concept économique mal perçu par la majorité de la population. La monnaie actuelle est une variable endogène. Il faudrait assurer une large diffusion à un ouvrage qui doit avoir plus de cent ans *The meaning of money* de Hartley Withers. Il faut faire comprendre à nos concitoyens que la masse monétaire actuelle ne constitue nullement une réserve d'épargne. Il suffit pour s'en convaincre de se représenter ce qu'elle deviendrait si tous les prêts consentis par les banques devaient être remboursés du jour au lendemain. Elle disparaîtrait purement et simplement. La monnaie que nous connaissons n'est pas un bien comme un autre, avec un coût de production déterminé et des contraintes objectives limitant sa quantité réelle et potentielle. La monnaie qui est la nôtre résulte du crédit bancaire. Sa masse s'étend et se contracte selon le niveau de l'activité économique. Le grand malentendu vient de là. Les raisonnements de l'économie

classique, à commencer par la loi de Say selon laquelle l'offre crée sa propre demande, repose sur une monnaie qui était un bien comme un autre. La révolution keynésienne a consisté à montrer que ces raisonnements ne tenaient plus avec une monnaie de crédit et qu'il fallait en conséquence revoir toutes les lois de l'économie classique. Ce n'est pas l'épargne, les dépôts qui déterminent l'investissement mais le contraire.

Quelques mots pour finir en vue de l'échéance de l'an prochain.

Il est vrai, comme l'a fait remarquer ce matin Alain Parguez, que l'Europe a été prise en otage par une école de pensée dominée par les disciples de Karl Menger, qui lui font faire fausse route. Les conséquences économiques sont inquiétantes mais les conséquences politiques le sont peut être davantage encore.

L'union monétaire existe bel et bien mais l'union économique qui était censée l'équilibrer, lui faire pendant, fait toujours défaut. Il faut mettre un terme à ce déséquilibre. Il faut aller plus loin et obtenir des candidats à la présidence qu'ils se prononcent clairement en faveur d'une réforme des statuts de la BCE et du Pacte de stabilité pour faire du plein emploi l'objectif central de la politique économique européenne.

Un autre engagement qu'il serait intéressant d'obtenir des postulants à la fonction suprême a trait à la reconnaissance de la consommation comme le but ultime de l'activité économique. Une consommation forte donne une assise beaucoup plus solide et stable à l'activité économique. Les revenus les plus modestes étant ceux qui présentent la propension à consommer la plus élevée, une redistribution des revenus dans le sens d'une plus grande convergence est sûrement la politique la plus judicieuse pour enrayer le chômage et favoriser la croissance. Il faut sortir ce pays de la situation où il se trouve, situation marquée par la condamnation d'une frange croissante de la population aux loisirs forcés, à la clochardisation, à la mendicité et au sentiment d'inutilité sociale.

Je serai assez bref car beaucoup de choses ont été dites et le temps galope. Je voudrais insister sur deux points, d'une part, une fausse idée de l'économie prévaut en France et d'autre part que l'on peut tirer de vraies leçons des expériences étrangères.

Tout d'abord, on se fait une fausse idée de l'économie en France. Hier soir, je regardais la télévision et je suis tombé sur l'émission pédagogique par excellence que la France chérit, « C dans l'air » sur ARTE. Le thème était « la France en faillite », sans point d'interrogation, c'était donc une affirmation. Tous les intervenants étaient d'accord sur le point essentiel : la France est tellement endettée qu'elle est déjà en faillite.

Dans le reportage, il apparaissait que l'endettement public français avait augmenté de manière vertigineuse, que les dirigeants français étaient en quelque sorte irresponsables et que les Français n'avaient pas le sens des responsabilités. En contrepoint, on nous montrait le Danemark où les Danois beaucoup plus intelligents ont réduit leur endettement public, faisant ainsi preuve d'une conscience des dangers beaucoup plus grande.

Certes, la baisse de l'endettement public danois est avérée mais c'est une vue partielle de la question. Cette émission témoigne, si on est bienveillant d'une cécité partielle, si on est sévère, d'une ignorance profonde voire d'une malhonnêteté intellectuelle.

Tout d'abord l'endettement public. Dans le livre qu'Alain Parguez et moi-même avons publié, nous avons reproduit un graphique du *Figaro*, qui n'est pas un journal révolutionnaire, on peut donc le prendre au pied de la lettre ! Dans ce graphique, il était montré que l'endettement public avait atteint en France 65% du PIB. C'est moins que la moyenne des pays de l'OCDE. C'est environ le niveau de l'endettement public

des Etats-Unis. Si on considère qu'à 65% du PIB, la France est en état de faillite, que penser alors de l'endettement public du Japon qui atteint les 170% du PIB ! Si la France à ce compte là est en faillite le Japon l'est alors depuis longtemps.

Que penser aussi de la situation des entreprises françaises dont l'endettement se situe à plus de 70% du PIB. L'Etat a sous la main les contribuables, certes, on parle de la fuite des cerveaux, mais il en reste encore quelques uns, à qui on va pouvoir faire payer des impôts pour réduire ce fameux déficit. Les entreprises, elles, doivent vendre leurs produits et elles sont soumises à la concurrence, donc dans une situation beaucoup plus fragile. Si on pense que la France, l'Etat, est en faillite, les entreprises françaises le sont tout autant ! Toute cette analyse sur le danger actuel de la dette est avant idéologique et non scientifique.

Tout cela me paraît assez « fumeux ». D'autant plus que chaque pays forme un tout dont on ne peut extraire un élément sans rendre sa compréhension impossible. Si on creuse un peu le cas du Danemark, on obtient : une fiscalité plus lourde que la fiscalité française (la TVA est de l'ordre de 25%) ; une épargne réduite à zéro ; des salaires minima très élevés par rapport au SMIC français ; une régime d'indemnité chômage très généreux (90% du dernier salaire versé pendant quatre ans). Comment alors comprendre l'exemple Danois ? Surtout quand on omet de dire que les danois ont une dette privée qui est environ quatre fois celle de la dette privée des français. On est « vertueux » quand on a une faible dette publique et une forte dette privée...

Le point fondamental, c'est que le marché livré à lui-même ne peut parvenir au plein emploi sans qu'il y ait endettement.

La comptabilité nationale nous livre la clé de l'explication avec une identité fondamentale. D'un côté, ce qui est produit correspond à ce qui est consommé (la consommation), ce qui est investi (l'investissement) et ce que l'Etat crée par la différence entre ses dépenses et ses recettes (le déficit budgétaire). D'un autre côté, ce qui est réparti correspond aux revenus des ménages (la consommation + l'épargne) et aux profits des entreprises.

D'où : l'investissement + le déficit budgétaire = l'épargne des ménages + les profits des entreprises.

Tout dépend de cette identité fondamentale. Une modification d'un côté de l'équation entraîne une modification de l'autre. Une augmentation du déficit budgétaire augmente le premier terme de l'équation et permet une hausse du second terme (épargne des ménages et profit des entreprises). Inversement, une réduction du déficit budgétaire (une baisse de l'endettement public) suscite une baisse de l'épargne des ménages (une hausse de l'endettement privée) et/ou une baisse des profits des entreprises.

Dans une économie monétaire, la cause du chômage, c'est l'épargne. En effet, pour qu'il n'y ait pas de chômage il faudrait que les revenus dans leur intégralité soient dépensés dans l'achat des biens produits.

Il suffit que la communauté épargne pour qu'une partie de la production ne trouve pas preneur. Les entrepreneurs vont alors restreindre la production et licencier. Dans une économie monétaire, le chômage est donc naturel mais évitable.

Si les ménages épargnent, il suffit que l'Etat dépense plus qu'il n'encaisse d'impôts pour injecter la quantité de monnaie qui manque pour assurer le plein emploi.

Si l'Etat dépense moins qu'il n'encaisse d'impôts il contribue à diminuer la demande. L'épargne des ménages et les profits des entreprises vont diminuer. Si les ménages veulent garder leur niveau de consommation, ils vont s'endetter. On aboutit à ce résultat fondamental : en réduisant le déficit budgétaire on réduit certes l'endettement de l'Etat mais on augmente l'endettement privé. C'est la loi des vases communicants entre endettement privé et endettement public. En réduisant l'un, on augmente l'autre.

Là est le point essentiel : les Danois sont quatre fois plus endettés que les Français (en euros par habitants). Ils ont un endettement équivalent à deux fois leur revenu brut disponible (RDB), plus de 200% de leur RBD, alors que les Français le sont à hauteur de 60%. Mais, cela on ne le dit pas car cela contrevient à l'idée simpliste et idéologique que l'on cherche à propager dans l'esprit des Français.

Tout cela, cette dramatisation autour de l'Etat, en France témoigne d'une mentalité particulière, une mentalité agricole. C'est celle du cultivateur qui récolte son blé et ce qu'il ne consomme pas ce sera son épargne, son investissement. L'endettement est donc quasiment exclu, épargne=investissement. Bertrand de Largentaye l'a dit avec éloquence, nous sommes maintenant dans un système monétaire. Ce n'est plus du tout le même raisonnement qu'il faut appliquer. Or, la France et les Français sont marqués par leur passé agricole. Ils ont donc bien accueilli l'idéologie des descendants de Carl Menger, dont Hayek est le continuateur moderne, inspirateur de Margaret Thatcher et de Raymond Barre, mais aussi celle des marxistes qui puisent ensemble leurs réflexions chez des théoriciens comme Ricardo, théoricien de l'économie agricole. Ces deux traditions rejettent l'endettement comme moteur de la croissance.

Le drame, c'est le sous-emploi massif de la population active française et non la situation financière de la France. Toutes situations confondues (chômage, RMI, emploi à temps partiel, sous-emploi divers, etc.), on arrive à un taux de 34% de la population active en sous-emploi.

Cette vision fautive de l'économie, typiquement française, doit être heureusement combattue par une vraie leçon des expériences étrangères. A écouter James Galbraith, il paraît clair que c'est la voie américaine qu'il faut emprunter. Non pas pratiquer les transferts des riches vers les pauvres mais mobiliser les ressources inemployées. Pour cela, la consommation est le moteur idéal de la croissance. Cette consommation est soit nourrie par l'endettement privé, soit nourrie par l'endettement public. On retrouve la loi des vases communicants : si on baisse l'endettement privé, l'endettement public augmente et vice versa. C'est vrai au Canada, comme l'a dit Mario Seccareccia, les surplus budgétaires canadiens sont corrélés avec une explosion de l'endettement privé. La baisse volontaire des taux d'intérêt a suscité une hausse de la consommation des ménages ce qui a fait augmenter le PIB : des surplus budgétaires sont apparus qui ont servi à rembourser la dette publique.

C'est vrai au Danemark, aux Etats-Unis entre la fin des années Clinton et les années Bush, c'est vrai aussi en Espagne. Grâce à Bertrand de Largentaye, Alain Parguez et moi avons rencontré Josep Borrell, le Président du Parlement Européen. Celui-ci nous a dit : le gouvernement espagnol veut appliquer les leçons idéologiques de l'austérité libérale en réduisant la dette publique, mais en même temps, il y a une explosion de la consommation des ménages nourrie par l'endettement. L'endettement espagnol a été multiplié par trois depuis 1995 grâce à une baisse du taux d'intérêt. C'est donc un keynésianisme familial. Les Espagnols se sont lancés dans une frénésie immobilière, relançant la croissance.

La situation de la France. Si l'on regarde le déficit budgétaire français : il correspond *grosso modo* au service de la dette, le remboursement des emprunts. Le solde primaire, hors service de la dette, est environ nul. Autant dire que l'Etat s'endette pour payer les intérêts de la dette. Le déficit budgétaire n'a donc pas d'incidence sur la production. Ce qui veut dire que le déficit budgétaire français enrichit le secteur rentier, les banques et les assurances.

Deuxièmement, l'épargne correspond à 15% du revenu brut disponible. Ce qui signifie, comme l'a dit Bertrand de Largentaye, que ces « 15% » sont en moins pour la consommation.

La croissance. En France, on veut à la fois que les entreprises fassent des profits, que les ménages épargnent et que l'Etat connaisse un surplus budgétaire. C'est impossible, c'est une économie de rêve, qui n'existe nulle part. Nous voulons tous que l'économie de marché fonctionne, que les entreprises fassent du profit. A ce moment là, il faut accepter que les ménages et l'Etat soient endettés. C'est donc une sorte de verrou mental qu'il faut faire sauter en France et ainsi on ouvrira la porte à l'expansion et à la prospérité. Comme disait le philosophe marxiste Alexandre Kojève, qui a été mêlé à divers mouvements synarques dans les années 30 et 40 : « Marx avait raison, les capitalistes l'ont lu, et ils ont compris que s'ils continuaient ainsi ils allaient vers le chaos et à ce moment là, ils ont corrigé le tir ». Je crois que les dirigeants libéraux et les capitalistes devraient nous écouter. Ils corrigeraient alors le tir et éviteraient le chaos programmé.

Edwin le Héron

Professeur, IEP de Bordeaux

Je vais maintenant donner la parole à Alain Parguez qui va clore les présentations de cette table ronde. Nous passerons ensuite aux questions, qui peuvent être adressées à l'ensemble des intervenants de la journée.

Alain Parguez

Je commencerai par remercier tous les assistants et par me féliciter de l'exceptionnelle qualité des interventions, qui ont donné lieu à des débats absolument passionnants.

Je me permettrai d'insister sur quelques points. Je suis tout à fait d'accord avec notre collègue Pereira, à savoir qu'il est dommage que les français, dont moi, paraissent désespérer de la France. Mais je me souviens qu'à la fin d'*A la recherche du temps perdu*, le narrateur, Marcel Proust, apercevant la duchesse de Guermantes dit : « *enfin, je la vis pour ce qu'elle était et non pour ce que j'avais rêvé* ». Je crois que c'est effectivement le problème de la France. Elle a d'énormes qualités et potentialités. Le scandale est que ces qualités sont totalement ignorées par ses dirigeants qui imposent un modèle économique absolument fou, au sens propre du terme. Il faut avoir le courage de dire, qu'en dehors de cette assistance, la quasi-totalité de nos collègues français, contrairement à ce qui existe ailleurs ne sont pas ou ne sont plus des économistes. Ils confondent la théorie économique avec une pseudo formalisation qu'ils ne comprennent pas.

En ce qui concerne l'Europe, je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit notre collègue Humbert. Le problème de l'Europe, c'est qu'elle n'existe pas. Ce qui veut dire qu'on a créé une BCE qui en fait n'est pas une véritable Banque Centrale. Lorsqu'on le regarde dans le détail, sur le plan technique, le fonctionnement de la BCE est absolument extravagant. Ne serait-ce que parce que la BCE n'émet pas de billets, mais les banques nationales. On a de manière purement fictive pour qu'elle ait quand

même un minimum de bilan, attribué un treizième des billets créés à la BCE. Nous avons donc une monnaie, une Banque centrale, mais aucune institution monétaire européenne ! Imaginons que les fondateurs des Etats-Unis aient créé une Banque centrale sans Congrès des Etats-Unis, sans Sénat, sans Chambre des Représentants, sans Cour Suprême. Cela n'aurait eu absolument aucun sens. Là est le problème. Nous devons avoir le courage de dire qu'aussi longtemps que l'euro se maintient tel qu'il existe, rien n'est possible. J'avais, il y a quelques années, publié un article « une fausse monnaie contre la réalité » et je pense que nous en sommes là. Le devoir des économistes est de remettre en cause ce qui a été imposé quand c'est absurde. Je suis tout à fait d'accord, la contrainte extérieure existe, mais aujourd'hui dans un pays comme la France, la véritable contrainte est un problème de volonté. Le plein emploi n'existe pas, les inégalités s'accroissent. S'il est possible que la solidarité ait existé un moment en France, il est clair qu'aujourd'hui elle n'existe plus et qu'on a tout fait pour la détruire. Il est vrai qu'il y a eu un système social avancé, grâce à Pierre Laroque. Mais comment s'est-il imposé ? Parce qu'on ne voulait éviter la grève générale comme en 1936, que l'on avait peur du Parti communiste, de la révolution et des syndicats. Aujourd'hui cette volonté n'existe plus. Il faut simplement partir du principe que les dirigeants ne veulent pas du plein emploi. Qu'il y ait 30 ou 40 % de gaspillage de la force de travail, ils s'en accommodent parfaitement. Bien entendu, les médias endoctrinent la population ce qui est absolument terrifiant. Nous sommes au bord d'une société totalitaire. La pensée unique devient absolue et le drame de la Gauche est qu'économiquement, elle soutient le remboursement de la dette, Maastricht, s'inquiète du déficit budgétaire, ce qui est évidemment absurde et politiquement suicidaire. Quel électorat les dirigeants du parti Socialiste ciblent-ils ? Quel électorat espèrent-ils attirer ainsi ? C'est cela qui me stupéfie.

Le plein emploi s'impose, il est évident que plein emploi et réduction des inégalités vont absolument de paire. Augmenter les dépenses publiques est indispensable mais je n'ai jamais dit qu'il fallait augmenter n'importe quelle dépense publique. Il faut augmenter les dépenses publiques utiles et par utilité, j'entends utilité sociale.

Il y a une possibilité d'action, elle est impérative car nous sommes aujourd'hui dans un cycle de déflation. Le poids du sous-emploi, la peur, ont totalement brisé toute

mécanique sociale. Le syndicalisme est en train de disparaître. L'ANPE sera bientôt gérée de manière privative, sans que jamais une étude sérieuse sur le coût de la gestion privée n'ait été réalisée.

Ce qui a le plus scandalisé, c'était que des étudiants ou des élèves des grandes écoles, qui n'avait rien à perdre du CPE, se soient associés à ceux qui en étaient les victimes. Cela est extraordinaire, la solidarité aujourd'hui scandalise ! Un problème moral existe. C'est là qu'il nous faut agir.

Finalement, la France d'aujourd'hui me fait penser à la parabole de Sismondi : bientôt le premier ministre sera seul à faire fonctionner les machines, il n'y aura plus personne et la productivité aura atteint des niveaux stratosphériques !

Edwin le Héron

Nous allons passer aux questions et au débat. Quelques remerciements auparavant : les organisateurs de cette rencontre, en particulier Alain Parguez et Jean-Gabriel Bliet. Cette initiative n'a été possible que parce que le sénateur Collombat nous a invité et c'est exceptionnel d'être reçu dans ce cadre et cette salle magnifique ; l'université en est très touchée. Nous sommes enchantés que les politiques veuillent maintenir le débat. Je voudrais aussi penser aux absents, aux gens qui vont nous manquer, je pense à John Kenneth Galbraith, qui ont joué une part très importante dans l'évolution des idées, qui ont changé le monde ; il en faudrait plus. En France, on attend de futurs John Kenneth Galbraith. Je voudrais aussi remercier les intervenants étrangers d'avoir parlé en français.

Bernard Vallageat

En fait ce n'est pas une question mais une anecdote. Jean-Gabriel Bliet nous a parlé de notre télévision intellectuelle. Je voudrais parler de notre radio intellectuelle à savoir France Culture. Un excellent économiste qui parle tous les matins sur France Culture, Olivier Pastré, nous a parlé de l'endettement disant que les français n'étaient

pas assez endettés et qu'il fallait favoriser l'endettement des ménages. Actuellement un projet de loi propose de réformer les hypothèques en France : on veut mettre en place un système de crédit par hypothèque qui soit mobilisable comme aux Etats-Unis... Il n'y a pas eu un seul mot ce jour là sur l'endettement public mais je suppose que peu de temps auparavant Olivier Pastré en avait parlé.

J'en déduis qu'en fait en France, on n'est pas contre l'endettement mais contre l'Etat. Lui refuser de s'endetter, c'est lui refuser d'exister.

Edwin Le Héron

Merci pour cette remarque. On pourrait d'ailleurs ajouter sur cette question de la dette de l'Etat que la dette française est classée AAA par les agences de notation ce qui prouve qu'au moins les financiers n'ont absolument pas peur de la faillite de l'Etat français !

Luiz Carlos Bresser Pereira

Il est bien clair que la dette française reste modeste et que la France peut mener une politique fiscale agressive pour diminuer le chômage. Ce n'est pas le cas du Brésil. Lorsque l'on parle de problèmes fiscaux, il faut faire une différence entre les niveaux d'endettement. Le niveau d'endettement du Brésil est moins élevé que celui de la France. Toutefois, son taux d'endettement est beaucoup plus fort, parce que le gouvernement paie un taux d'intérêt de 12% contre un taux d'intérêt réel de 2% en France, donc 6 fois moins. Cette différence fondamentale montre qu'il y a en France un espace pour une politique budgétaire forte.

Jaime Marques Pereira

Je me pose une question. La théorie dominante renvoie à une économie de rêve. Je reprends la citation de Marx et ses commentaires sur l'élite dirigeante. Certes dans de nombreuses configurations du capitalisme, les élites sont bêtes et pourraient faire plus d'argent, plus de profits en distribuant plus d'argent et en payant plus de salaires. Les configurations sociétales font que, schématiquement, on fait de l'argent avec de la dette alors que par ailleurs on ne sait pas faire marcher le capitalisme et stimuler la croissance sans dette qu'elle soit publique ou privée. La complexité des rapports politiques n'a pas beaucoup été analysée. Je ne pense pas, l'exemple du Brésil est malheureusement affligeant, qu'il suffise d'avoir un bon programme et de disposer des services d'économistes hétérodoxes montrant la voie possible pour que cela change quoi que ce soit chez les dirigeants politiques. On est mal armé pour comprendre le rapport entre le discours des économistes, les alliances politiques qu'il permet et la marche du capitalisme. On a intérêt à mieux comprendre ce rapport entre créancier/débiteur, dette privée/dette publique, croissance économique et dimension politique. Il s'agit de comprendre en quoi ce problème est politique.

Alain Parguez

Vous soulevez une série de problèmes fondamentaux sur lesquels j'ai beaucoup réfléchi. Le premier à l'avoir soutenu était Kalecki. Dans toute une série de travaux, celui-ci a recherché si le déficit budgétaire bénéficie fondamentalement aux capitalistes, que l'économie soit ouverte ou non. Comment expliquer que les capitalistes s'opposent au déficit budgétaire ? Il soulève le problème sur le plan général mais aussi, dans son analyse critique de la politique de Léon Blum, en s'étonnant, vu l'état critique de l'économie française, que le gouvernement ne tente qu'une faible politique de relance. Comment expliquer cette obsession des capitalistes français à l'égard du déficit budgétaire ? Vous soulevez un problème crucial sur lequel je m'interroge et la question n'est pas simple. Quelques éléments de

réponse cependant. Premièrement, quelle est exactement l'influence des économistes « bien-pensants » sur les milieux d'affaires. Les grands économistes qui ont eu le prix Nobel font des fortunes car ils servent de caution. Deuxièmement, la situation de la France et de l'Europe est sur ce point particulièrement grave. Historiquement la France est fondamentalement hostile aux théories keynésiennes.

Ceci étant, comment peut-on mettre en œuvre de telles politiques ? Je prends le cas de la dette publique. Pourquoi actuellement les banques françaises aiment-elles particulièrement Thierry Breton ? Parce qu'elles y trouvent intérêt, les marchés financiers ne fonctionnant qu'avec de la dette publique. Plus vous annoncez que vous allez rembourser la dette publique, M. Breton ne le sait peut-être pas mais les banques le savent, plus le prix des obligations publiques monte en flèche et plus les banques font des profits stratosphériques. C'est un point fondamental.

Ceci étant, cette déflation est à la longue suicidaire. Aujourd'hui il y a clairement une fuite en avant et l'horizon des dirigeants est à très court terme. C'est cela qu'il ne faut jamais oublier. L'aspect idéologique est fondamental. La différence entre la France et les Etats-Unis, la France et l'Angleterre, un point commun entre la France et l'Allemagne, c'est le rôle de cette idéologie sociale. Marx l'avait très bien dit, la classe dirigeante finit par croire en sa propre idéologie. C'est là où nous avons énormément à faire et où la Gauche est suicidaire en voulant faire chorus avec l'opinion diffusée par les médias et les milieux d'affaires. Lorsque le PS a accepté de participer à la Commission Pébereau, cela est revenu à avaliser la politique de déflation de baisse de la dette publique. Comment ensuite pratiquer une autre politique ? La pensée unique apparaît au grand jour.

James Galbraith

Merci. J'ai déjà beaucoup parlé mais je dois vous remercier, à titre personnel, des mots extrêmement gentils et généreux sur mon père. Je vous en suis très reconnaissant.

Je répondrai par une anecdote à la question sur les doctrines qui privilégient

l'exportation par rapport à la consommation nationale. Il y a environ 20 ans, mon père a été invité à Vienne pour célébrer le centenaire de son Institut d'Economie. Tous les grands économistes d'origine autrichienne étaient venus pour l'occasion et se partageaient le premier rang. Mon père a pris le micro et a dit : nous sommes venus ici pour célébrer un des plus grands succès du point de vue du développement économique du 20ème siècle : le succès économique de la République Autrichienne. Il est dû en grande partie aux hommes qui sont ici au premier rang. Il leur a rendu hommage. Au bout d'un moment ils ont réalisé que le service qu'ils avaient rendu à l'Autriche, c'était de l'avoir quittée ! Malheureusement, c'est nous qui en avons hérité et qui en supportons les conséquences !

Pierre-Yves Collombat

Il a été dit de façon claire que le problème auquel nous sommes confrontés est politique mais allons un peu plus loin. Je voudrais aussi dépasser le lieu commun consistant à dire que tout est politique, que les responsables de l'état calamiteux de ce pays seraient nos « médiocres politiques ». L'on n'a jamais que les politiciens que l'on méprise. On fonctionne, vous le savez comme moi, toujours au principe d'autorité. Les batailles politiques se gagnent d'abord dans les têtes avant d'être gagnées dans les urnes. Les économistes sont donc en charge d'une énorme responsabilité. Il s'agit moins d'un travail conceptuel, les doctrines sont déjà très structurées, que pour eux de sortir de leur bureau, de leur travail d'enseignement classique et de se colleter avec ceux qui encombreront les ondes, les écrans, les journaux et les rayons des librairies, ce que nous avons essayé de faire aujourd'hui. Il faut montrer que tenir un discours différent loin d'être absurde peut donner des résultats. Dans le combat politique ordinaire, on se heurte à un mur. Quels que soient vos arguments, les ministres vous célèbrent la même messe d'où un sentiment d'impuissance. Sauf si l'on peut mettre en avant des argumentations claires et précises celles que vous, économistes, avez la capacité d'élaborer.

Si ce type de rencontre, qui a été un festival de l'esprit fort rare en ce bas monde, pouvait avoir un prolongement, par delà vos échanges techniques et professionnels dans des revues plus ou moins ésotériques et secrètes, cela permettrait de faire circuler l'information. Toutes les personnes un peu averties savent aussi que si les français ont voté non au référendum, ce n'est pas faute d'être européens, ils le sont, mais parce qu'ils savent obscurément qu'on leur vend de la fausse monnaie. Ils se croyaient partis pour créer une Nation européenne et ils se retrouvent avec une espèce de marché unique bizarre, créateur de pauvreté, une perspective de purgatoire éternel. Mon vœu, après vous avoir remercié d'avoir accepté nos invitations, serait qu'une journée aussi importante puisse laisser des traces sous formes d'échanges, ouverts vers l'extérieur et pas seulement entre les professionnels. Merci à tous.

ANNEXE

Quelle voie pour la France ?

Robert EISNER

Challenge / Juillet - Août 1983

Quand la gauche française est arrivée au pouvoir il y a deux ans, le peuple français et la plupart des pays du monde ont été surpris par la rapidité de la mise en œuvre des promesses de campagne.

De grandes entreprises et des banques ont été nationalisées, offrant ainsi des leviers économiques puissants au gouvernement. L'État providence s'est considérablement développé : l'âge de la retraite à taux plein a été abaissé de 65 à 60 ans, une cinquième semaine de congés payés a été accordée, le salaire minimum « SMIC » a été considérablement augmenté, et le processus de réduction du temps de travail hebdomadaire a débuté (passage au 39h).

Le Neuvième Plan pour les années 1984 à 1988, actuellement en préparation, se veut un grand projet d'épanouissement de la démocratie sociale.

Se révélera-t-il le désastre que dénoncent déjà les critiques de droite ? Tracera-t-il un chemin vers un « bien être » sans précédent dans une économie mixte ?

En ce printemps 1983, les perspectives ne sont guère encourageantes. A la consternation de beaucoup de ses partisans, le gouvernement socialiste a finalement fait marche arrière : déprimer la demande globale interne afin de diminuer le déficit du commerce extérieur et réduire l'inflation.

Pourquoi en arriver là ; que va-t-il en résulter ; y a-t-il d'autres alternatives ?

Passé et Présent

De 1967 à 1973, la France a bénéficié d'une croissance extraordinaire. Le taux de croissance du PIB a augmenté en moyenne de 5.6% par an contre 5% pour l'ensemble des pays de la CEE.

De 1973 à 1980, la croissance moyenne (2.8 %) est restée supérieure à celle de la CEE (2,3%). La France a glissé dans la récession au moment où la coalition socialo-communiste est arrivée au pouvoir.

Le nouveau gouvernement a fait une politique volontariste de stimulation de l'économie afin de ralentir la montée du chômage liée à la récession économique. La France a alors nagé à contre courant, son PIB croissant de 1.5% quand celui du reste du monde stagnait autour de zéro.

Le chômage était passé progressivement de 2.8 % en 1974 à 6.3% en 1980, 7.3% en 1981 et 8.6% en 1982. Fin 1982, le gouvernement a prétendu que la progression du chômage était stoppée. Dans le reste de l'Europe le chômage était plus élevé qu'en France ; encore plus élevé aux USA où il atteignait 10.8% en décembre, pour un taux moyen annuel de 9.7%.

C'est l'évolution du taux d'inflation français par rapport aux autres nations qui était le plus préoccupant. Le taux d'augmentation des prix à la consommation atteignait 13.4% en 1981, baissant à 11.6% en 1982 en partie grâce au gel des salaires et des prix. L'inflation restait plus de deux fois supérieure à celle du principal partenaire commercial de la France, la RFA (5,3%), et à celle des USA (3.9 %).

Enfin, le déficit de la balance des paiements française, de 0.8% du PIB sur la période 1973-1980, après le premier choc pétrolier et encore en 1981, atteint 2.2% en 1982. Il est de 0,5% seulement pour l'ensemble de l'OCDE.

Là est le drame ! Pour les français, le déficit du commerce extérieur et l'augmentation de la dette extérieure suscitent le même sentiment d'horreur, réel ou imaginaire, que le déficit budgétaire de l'Etat aux USA¹ . Sans faire dans la dentelle,

cela évoque le spectre de la faillite nationale, de l'effondrement du franc et la peur « de finir au FMI ». Pour la classe politique la valeur du franc, au sein du SME, est essentielle.

Or, le 21 mars le franc a été dévalué pour la troisième fois depuis l'accession de la gauche au pouvoir. C'est « la dévaluation de trop », et pour beaucoup la preuve de l'échec suprême. »

Robert EISNER analyse, alors, dans ce contexte de crise, les travaux et les orientations des commissions préparatoires au Neuvième plan.²

Les thèmes centraux sont : une nouvelle révolution technologique pour réaliser le taux de croissance le plus élevé possible, des efforts de solidarité pour augmenter l'emploi et réduire les inégalités ; l'indépendance nationale dans le cadre de coopérations internationales et le respect des engagements internationaux.

Mais pour EISNER, la question est de savoir si la France peut suivre son propre chemin de réforme et de croissance et rester liée avec le reste du monde ?

La commission du plan chargée des relations internationale, elle, le pense.

La commission considère que l'économie française est étroitement liée au reste du monde mais bridée par la faible croissance des grands pays industrialisés.

Elle fait sien l'objectif d'équilibre de la balance des paiements, tout en rejetant le protectionnisme ; elle refuse également toute dévaluation ou l'ajustement des taux de changes, facteur d'inflation.

Pour elle, la solution doit être recherchée dans le ralentissement de l'inflation et l'amélioration de la compétitivité française sur les marchés internationaux, tout en préservant le marché intérieur.

N'espérant pas que l'économie française puisse se développer plus rapidement que les économies de ses partenaires commerciaux, elle a cherché une réponse au chômage dans la réduction du temps de travail et le partage du travail existant. Elle pense qu'il y a contradiction entre la hausse des salaires, l'augmentation de la demande et l'objectif de compétitivité et donc l'emploi.

Eisner relève ensuite les autres présupposés et choix de la commission :

- Les taux de changes dépendent essentiellement de la spéculation et pas des politiques monétaires des Etats.
- La dette extérieure est mauvaise en soi, même si elle s'explique par des investissements français à l'étranger plus importants que l'inverse et le coût des importations énergétiques ; même si pour la contenir il faut subventionner l'exportation des produits agricoles. Non seulement la dévaluation n'améliorerait pas la balance des paiements mais aggraverait le déficit.

Pour la commission le rétablissement doit être cherché dans l'amélioration de la compétitivité par la maîtrise du coût du travail (d'où la politique de déflation et le taux élevé de chômage), les réductions d'impôts sur la production (TVA et TP), la réduction des charges d'intérêt, des mutations structurelles (modernisation) et l'investissement.

Pareillement un taux de croissance français supérieur au taux de croissance mondial aggraverait le déficit extérieur à des niveaux inacceptables.

- Quelles que soient les hypothèses de croissance (faible) et d'inflation mondiales retenues (entre 4,5% et 7,1%), le taux de chômage en France, à l'horizon 1988 se situe entre 9,2% et 10,1%, le taux de croissance des salaires entre 0,1% et 1,5%, le déficit de la balance des paiements entre 0,3% et 1,3% du PIB, ce qui est jugé insuffisant.

Eisner note que « **Ces postulats analytiques sont les mêmes que ceux du gouvernement précédent.** »³.

Pour sauver l'objectif du Plan en matière d'emploi, la commission ne voit qu'une solution : le partage du travail ou plus exactement le partage du chômage. Or, pour combattre l'inflation il faut partager le travail sans augmenter les coûts de production. Je dois souligner que cette proposition est totalement ignorée par les partisans d'une réduction de la durée du travail, de plus longues vacances ou d'un abaissement de l'âge de la retraite⁴.

EISNER pose alors la question : **La rigueur signifie -t-elle forcément la « stagnation » ?**

La planification économique française sous le nouveau gouvernement socialiste renvoie à des politiques très différentes de celles qui sont actuellement mises en

œuvre aux Etats-Unis⁵. Elle donne une extrême importance au « capital humain » et à la cohésion sociale comme facteurs de croissance économique et de bien être général. Les planificateurs sont conscients de ce qu'un effort social est indispensable pour pallier les insuffisances criantes et endémiques des économies de marché : domaines de la recherche et des investissements immatériels.

Les thèmes récurrents de justice, d'équité et d'égalité en France contrastent de façon frappante avec les récentes propositions américaines visant à abandonner tout effort de réduction des inégalités, en prétendant, de manière à peine déguisée, qu' aider le riche est encore la meilleure manière d'aider le pauvre⁶.

Ceci dit, il n'en reste pas moins que dans tous les débats de politique économique en France, le mot clef est celui de « rigueur »⁷. Pour certains, rigueur signifie responsabilité, pour d'autres, austérité et pour d'autres enfin les deux.

Les économistes ne pourraient que partager ce souci s'il s'agissait de rigueur dans son sens le plus large et de tenir compte des contraintes économiques réelles : existence de ressources limitées, interdépendance entre les politiques, évolution des coûts de production. En ce sens, il est vrai que la planification exige des choix qui peuvent être douloureux pour une partie de la population, au moins à court terme. Il est également vrai que les planificateurs doivent avoir un horizon assez lointain pour pouvoir comparer les sacrifices exigés aujourd'hui et les gains qui pourraient en résulter plus tard. Mais s'agit-il de cette rigueur dans les choix du Gouvernement ? Surtout la rigueur implique-t-elle nécessairement la stagnation ?

On avance avec raison que le talon d'Achille d'un marché libre, d'une économie capitaliste est le chômage ; il y est souvent élevé et dans les périodes de récession, **insupportablement élevé**. Il en résulte un énorme gâchis tant des ressources humaines que du capital. Mais, s'il est vrai que dans une économie mixte, les socialistes ne peuvent défier les lois et rapports économiques fondamentaux, ne peuvent-ils pas, tout en les respectant, au moins éliminer le chômage involontaire⁸.

Avec la nationalisation du système bancaire, des industries clefs et sa solide majorité parlementaire, le gouvernement français dispose de tous les instruments d'une politique budgétaire et monétaires de plein emploi. Pour un gouvernement de gauche, soutenu par les travailleurs et leurs syndicats, il devrait être possible de faire accepter une limitation des hausses du coût du travail résultant du plein emploi. De fait il a déjà réduit l'indexation qui avait beaucoup contribué à l'inflation.

Le gouvernement peut aussi se servir des nationalisations, en respectant les règles du marché, pour orienter la production vers les types d'investissements et de consommation, tant du secteur public que du secteur privé, correspondant le mieux aux préférences sociales et individuelles. Il n'est pas nécessaire de réarmer, comme l'avait fait l'Allemagne nazie, pour rétablir le plein emploi ; ni comme Keynes l'avait facétieusement suggéré il y a un demi siècle, d'avoir recours à de dispendieux projets, comme payer une moitié des chômeurs à enterrer ce qu'une autre moitié déterrera, pour financer leur consommation ! Les plans ambitieux de révolution technologique en France permettent, peut-être pour la première fois, de concevoir des politiques de plein emploi parfaitement productives.

L'obsession du déficit extérieur

Malheureusement, l'opinion publique française est obsédée par le montant du déficit extérieur. Or, le déficit extérieur français n'a rien d'exceptionnel et surtout, résulte, pour l'essentiel des nouvelles importations de pétrole. Les chiffres l'attestent : pour 1981, le déficit extérieur total s'élevait à 46 MF, pour 62 MF de déficit envers les pays de l'OPEP, compensé largement par un excédent d'exportations militaires de 45 MF. Il est impossible de faire comprendre aux français que tant qu'existe le cartel des pays de l'OPEP dont la balance des paiements est excédentaire, il est impossible d'éviter que les autres nations ne soient pas déficitaires. Comment faire comprendre aux responsables français que la situation actuelle s'analyse comme l'échange par les pays pétroliers de leur capital enterré sous forme de pétrole, en capital sous forme d'investissements dans les autres pays. La France n'a ni raison, ni intérêt, à refuser

cette loi, à refuser de prendre sa part des dettes à l'égard de l'étranger, dettes qui sont la simple contrepartie des actifs, des pays de l'OPEP.

Allons plus loin : les déficits commerciaux et l'emprunt à l'étranger peuvent fort bien persister très longtemps dans les pays en forte croissance, comme en témoignent les Etats-Unis depuis une centaine d'années. Si vraiment les Français croient qu'un investissement massif est nécessaire pour soutenir la productivité et la croissance, ils ne devraient avoir ni crainte ni honte à emprunter à l'étranger pour financer cet investissement. Le fruit attendu de cette croissance devrait largement financer le remboursement des intérêts puis du capital. Si, par contre, on a des doutes sur la capacité des investissements à générer les revenus qui permettront de rembourser l'emprunt, alors il ne faut pas le contracter, indépendamment de toute considération sur la balance des paiements.

On doit observer que même à son niveau jugé élevé de 93 milliards de francs en 1982, le déficit commercial français n'a jamais dépassé 3% du PIB. L'OCDE a estimé la dette extérieure française en 1982 à 14,5 milliards de dollars, soit aussi 3% du PIB. Le ministre français Jacques Delors a admis une augmentation de la dette extérieure de 8,8 milliards de dollars, soit moins de 2% du PIB. L'ensemble de la dette extérieure française, nette, a été estimé par l'OCDE à 45 milliards de dollars, environ 9% du PIB. Au taux d'intérêt réel de 5%, le coût du service de la dette extérieure représente seulement 0,45% du PNB annuel et un peu moins de 2% des exportations en valeur. Si le taux réel d'intérêt était deux fois plus élevé (c'est à dire 10 %) et la dette extérieure deux fois plus élevée également, le coût du service de la dette ne représenterait que 1,8 % du PIB et environ 9 % des exportations. Ces chiffres justifient-ils un tel ralentissement de l'économie française ?

L'obsession de la balance extérieur commerciale risque d'être très dangereuse pour l'économie française. Elle repose sur le postulat d'une croissance par les exportations industrielles, qui met la France à la merci du reste du monde. Une chose est de viser l'excellence technologique, une autre d'espérer être tellement en avance sur le reste du monde qu'il acceptera d'échanger ses produits peu coûteux contre nos produits

de haute technologie. Cela revient à subordonner son avenir à la capacité et la volonté du reste du monde à acquérir sa production.

Un régime socialiste peut contrôler son propre marché. Si ce marché produit efficacement des biens utiles, les citoyens les achèteront. Il est plus sûr de produire directement pour la consommation intérieure que de s'en remettre excessivement à l'exportation pour assurer la consommation des ménages. Certes il ne faut pas négliger l'importance du commerce extérieur mais l'allocation des ressources ne doit pas être biaisée en sa faveur. Elle ne doit pas être supérieure à ce qu'elle serait si le libre jeu des avantages comparatifs et de la spécialisation internationale jouait.

Et si ces déficits posaient problème, la solution à long terme, n'est-elle pas celle des taux de change flottants ?

Les français, comme beaucoup d'américains, ont tendance à parler à tort et à travers de perte de « compétitivité » sur les marchés extérieurs, en ignorant le rôle des taux de change dans la détermination des prix relatifs internationaux. Je doute que le franc soit actuellement surévalué par rapport au dollar. Si cela était le cas, les taux de change flottants auraient conduit aux ajustements nécessaires entre les différentes monnaies du système monétaire européen et du reste du monde. Maintenir une monnaie surévaluée pour s'assurer des avantages à l'échange n'est pas une bonne chose. Cela crée inéluctablement des déficits. Les importations sont financées par des exportations de plus en plus réduites et des emprunts de plus en plus importants.

Le franc était probablement surévalué par rapport au mark et au florin hollandais et les dévaluations du 21 mars pourraient bien ne pas avoir été suffisantes pour le corriger suffisamment. La France aurait eu meilleur compte à menacer de sortir du SME tout en laissant le franc flotter. Pour des nations souveraines, comme la France ou la RFA, il est impossible de conserver des taux de changes fixes en appliquant des politiques économiques différentes. L'indépendance économique, sans protectionnisme, signifie pour la France miser sur la croissance économique, la réduction du chômage et s'affranchir de la déflation allemande.

L'alternative est ou un ajustement réaliste des taux de change ou une action sur les prix et les revenus intérieurs. Réduire le taux d'inflation intérieur est une bonne

chose, si ce n'est pas au prix d'une réduction de l'activité économique et du chômage. Accroître la productivité est aussi une bonne chose mais l'inflation ne ralentira que si ces gains de productivité ne sont pas absorbés par la hausse nominale des salaires et des profits.

Une monnaie surévaluée engendre un déficit commercial que l'on tente de corriger par une conversion de la production intérieure vers l'exportation et l'importation des produits que l'on ne fabrique plus. Cette façon de voir dispose de solides soutiens en France.

C'est pourtant gaspiller les ressources du pays. Cela revient, en effet, à importer à un prix sous évalué du fait du taux de change, de plus en plus de produits, payés par l'exportation d'une production interne coûteuse. Cela revient à mobiliser les ressources nationales vers l'exportation pour permettre aux riches français d'acheter de coûteuses Mercedes à des prix artificiellement bas.

Les périls du ralentissement de l'économie

Face à l'augmentation des déficits, si l'on refuse l'ajustement monétaire par la mise en « flottement » du franc, on peut au moins envisager une dévaluation partielle ou déguisée. Celle-ci pourrait prendre la forme d'une surtaxe générale sur toutes les importations et, si les pays étrangers l'acceptent sans représailles, de subventions à l'exportation. La taxation des importations présente l'avantage d'éviter la fuite des capitaux mais elle aurait, au bout du compte, un impact défavorable sur les exportations françaises. Quoi qu'il en soit, cette solution serait préférable de très loin à la solution classique adoptée par le gouvernement français : réduire le déficit extérieur au prix d'un ralentissement de l'économie française.

Le 25 mars le cours de l'économie française a brutalement changé, au moins à court terme, si ce n'est pour les cinq prochaines années du plan. La rigueur, malgré les démentis répétés du gouvernement s'est traduite en austérité.

Un ensemble de mesures vise à réduire la consommation de 2% du PIB : surcharge fiscale de 1% de l'impôt sur le revenu en 1983, emprunt forcé au taux « attractif » de 10% égal à 10% du montant de l'IR, impôts plus élevés sur le tabac et les alcools, prix

plus élevés sur les produits et services des entreprises d'Etat (hausse de 8% des tarifs de l'électricité, du gaz et des transports ferroviaires) etc. On crée même une taxe spéciale sur l'essence pour empêcher la baisse des prix à la pompe qui aurait résultée de la baisse du prix mondial du pétrole. Par ailleurs, un contrôle des changes est imposé limitant de manière drastique le montant des devises que les voyageurs français peuvent dépenser à l'étranger.

Ces mesures sont censées réduire la consommation d'environ 2% de PIB en un an, ralentir la croissance économique entre 0 et 0,5 % en 1983 avec pour conséquence une hausse correspondante du chômage.

Cela réussira-t-il ? Cela était-il nécessaire ?

Oui, cette mise en déflation de l'économie française s'impose si l'on fait du rétablissement de la balance des paiements l'objectif essentiel et si les prévisions de stagnation mondiale à long terme, se révèlent exactes, ce qui est faire preuve de beaucoup de pessimisme.

Remarquons cependant l'extraordinaire brutalité des mesures d'austérité du gouvernement socialiste : il retire deux fois plus à la demande interne qu'il n'avait injecté dans son premier programme de croissance. Elles reposent sur des hypothèses particulièrement pessimistes : un taux de croissance mondial de 1,5 à 2,8 % jusqu'en 1988, alors que les prévisions américaines du Conseil économique du Président sont une croissance annuelle de 4% pour la période .

De plus, les scénarii français prévoient, pour les cinq ans à venir, une augmentation annuelle nette (hors inflation mondiale) du prix du pétrole de 4%. Cette hypothèse semble déjà démentie par les faits et cela pour deux raisons : la baisse du prix du pétrole en dollar a commencé et rien ne semble devoir l'enrayer et le taux de l'inflation mondiale annuelle est actuellement estimé à 4%. Il en résulte que le prix du pétrole en dollar devrait baisser et que la France devrait en bénéficier, comme tous les autres, autant que le franc ne se déprécie pas plus, par rapport au dollar, ce que rien ne laisse supposer. Rappelons, en effet que l'endettement extérieur de la France n'a rien d'anormal et n'est en rien intolérable.

Ce que les français ne semble pas voir, c'est que la réalisation de leurs prévisions pessimistes quant à l'évolution de l'économie mondiale, conjugué au maintien de la

réduction du déficit de la balance des paiements comme objectif prioritaire aurait pour conséquence d'imposer à leur économie une cure de déflation toujours plus grande. Tel sera le prix du rééquilibrage de la balance des paiements.

Si, par contre, comme nous le pensons et ce que justifient toutes les prévisions, les prix du pétrole continuent à baisser alors qu'une reprise se manifeste aux Etats-Unis, comme dans le reste du monde, la France aura brisé pour rien le rêve socialiste.

Explicitement ou implicitement, ce neuvième Plan laisse pourtant ouvertes d'autres voies qu'il n'est pas trop tard d'emprunter

Certes la poursuite, en France, d'une inflation plus forte qu'ailleurs aggraverait le déficit commercial, exerçant une pression de plus en plus grande sur le franc. Mais, même en admettant que l'on veuille stabiliser celui-ci à son cours actuel par rapport au dollar et au mark, il est possible de ralentir l'inflation sans comprimer la demande globale. Il est possible, par exemple, de transférer la charge fiscale des entreprises sur les ménages, en réduisant la TVA et les charges des entreprises, tout en augmentant l'impôt progressif sur le revenu. Cela devrait inciter les entreprises à modérer les hausses de prix. Par ailleurs, les grandes entreprises nationalisées et les services publics peuvent adopter une politique des prix et des salaires en cohérence avec les objectifs nationaux. Ces politiques pourraient alors servir de modèles aux industries privées. La politique de crédit bancaire, elle aussi pourrait avoir ce même objectif de réduction des prix. Et comme je l'ai déjà suggéré, les syndicats qui se reconnaissent généralement à gauche, peuvent accepter, contractuellement, en contre partie d'une politique du plein emploi, cet objectif de modération des prix et des salaires pour tous. Enfin, malgré mes extrêmes réserves à leur égard, des mesures de blocage des prix et des salaires seraient infiniment préférables à une déflation qui se traduirait par un chômage aussi élevé qu'insoutenable.

En admettant que les auteurs du neuvième plan et le Gouvernement maintiennent leur objectif de déflation, celle-ci ne saurait-être qu'une aberration temporaire, permettant ensuite de tout jouer sur la maximisation de la croissance et de l'emploi. Dans cette perspective, le Gouvernement devrait faire l'inventaire des ressources nationales réelles, humaines, physiques et institutionnelles. Il faudrait se poser les questions cruciales suivantes : où y a-t-il des gisements d'emplois et des capacités

productives inutilisées ? Quels sont les besoins à satisfaire ? Faut-il plus de logements ? De professeurs ? D'ordinateurs ? De meilleurs transports ? Améliorer la protection sociale ? L'éducation ? Les services, publiques et privées ? Les télécommunications ? Une meilleure formation des enseignants ? Repeindre, nettoyer les universités et améliorer leur fonctionnement ? La liste pourrait évidemment être allongée sans fin.

Une fois qu'on saurait ce que la France « peut » faire et doit faire, les forces du marché et l'initiative individuelle pourraient alors être libérées avec pour objectif la croissance la plus élevée possible et le véritable plein emploi.

Telle serait la preuve et la seule du succès de l'expérience socialiste française.

Robert EISNER, professeur à l'Université Northwestern, était professeur invité à l'Université de Paris Nanterre au cours de l'hiver 1982/1983. A cette époque, il rédigea à la demande du Commissariat Général du Plan un rapport sur les travaux des commissions constituées pour le 9^{ème} plan et sur les autres documents préliminaires à celui-ci .

Auteur de nombreux ouvrages et articles, il sera Président de l'Association Américaine d'Economie en 1988/89

Notes :

1. Depuis les choses ont bien changé !
2. Les passages en italiques sont un résumé des propos d'EISNER.
3. Celui de Raymond BARRE.
4. Ce qui signifie que l'augmentation de la productivité n'aura pas d'incidence sur le revenu des actifs qui l'ont permis.
5. Politique de Ronald REAGAN.
6. « Trickle-down théorie » : théorie économique selon laquelle la richesse finit par « toucher » les plus pauvres.
7. En français dans le texte.
8. « Unvoluntary unemployment » : chômage des individus qui ne trouvent pas d'emploi bien qu'ils acceptent les salaires que leur offre le marché.